

RAPPORT DE LA DIRECTION AUX ACTIONNAIRES DE CASCADES INC.

Le 28 février 2018

Les états financiers consolidés ci-joints sont la responsabilité de la direction de Cascades Inc. et ont été examinés par le comité d'audit et des finances et approuvés par le conseil d'administration.

Les états financiers consolidés ont été préparés conformément aux Normes internationales d'information financière (IFRS) publiées par l'International Accounting Standards Board et comprennent des montants fondés sur des hypothèses posées par la direction ainsi que sur le jugement de celle-ci.

La direction de la Société est aussi responsable de tous les autres renseignements contenus dans le rapport annuel afin de s'assurer de leur concordance avec les états financiers consolidés et les activités de la Société.

La direction de la Société est responsable de l'élaboration, de l'établissement et du maintien des procédures et des contrôles internes appropriés relatifs à l'information financière afin de s'assurer que les états financiers destinés au public sont présentés de manière fidèle, conformément aux IFRS. Ces systèmes de contrôle interne visent à fournir une assurance raisonnable quant à la fiabilité de l'information financière et à la protection des éléments d'actif.

L'auditeur indépendant et les auditeurs internes ont libre accès au comité d'audit et des finances, composé d'administrateurs externes indépendants. Le comité d'audit et des finances, qui rencontre régulièrement au cours de l'exercice les membres de la direction financière de même que les vérificateurs externes et internes, examine les états financiers consolidés et recommande leur approbation au conseil d'administration.

Les états financiers consolidés ci-joints ont été audités par PricewaterhouseCoopers s.r.l./s.e.n.c.r.l., dont le rapport figure ci-après.



Mario Plourde
Le président et chef de la direction
Kingsey Falls, Canada



Allan Hogg
Le vice-président et chef de la direction financière
Kingsey Falls, Canada

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT AUX ACTIONNAIRES DE CASCADES INC.

Le 28 février 2018

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés ci-joints de Cascades Inc. et de ses filiales, qui comprennent les bilans consolidés aux 31 décembre 2017 et 2016, et les états des résultats consolidés, du résultat global, des capitaux propres et des flux de trésorerie pour les exercices clos à ces dates, ainsi que les notes annexes constituées d'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives.

Responsabilité de la direction pour les États financiers consolidés

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers consolidés conformément aux Normes internationales d'information financière (IFRS), ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers consolidés exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers consolidés, sur la base de nos audits. Nous avons effectué nos audits selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifions et réalisons l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers consolidés. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers consolidés afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers consolidés.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus dans le cadre de nos audits sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Opinion

À notre avis, les états financiers consolidés donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de Cascades Inc. et de ses filiales aux 31 décembre 2017 et 2016, ainsi que de leur performance financière et de leurs flux de trésorerie pour les exercices clos à ces dates, conformément aux Normes internationales d'information financière.

*PricewaterhouseCoopers s.r.l./s.e.n.c.r.l.*¹

Montréal, Canada

¹ CPA auditeur, CA, permis de comptabilité publique N° A126402

BILANS CONSOLIDÉS

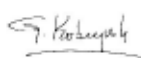
(en millions de dollars canadiens)	NOTE	31 décembre 2017	31 décembre 2016
Actifs			
Actifs à court terme			
Trésorerie et équivalents de trésorerie	25	89	62
Comptes débiteurs	6 et 14	563	524
Impôts débiteurs		18	12
Stocks	7 et 14	523	460
Partie à court terme des actifs financiers	26	9	3
Actifs détenus en vue de la vente	29	13	—
		1 215	1 061
Actifs à long terme			
Participations dans des entreprises associées et des coentreprises	8	78	335
Immobilisations corporelles	9 et 14	2 104	1 635
Actifs incorporels à durée de vie limitée	10	212	171
Actifs financiers	26	22	10
Autres actifs	11, 26 et 29	74	72
Actifs d'impôt différé	17	149	179
Écarts d'acquisition et autres actifs incorporels à durée de vie illimitée	10	528	350
		4 382	3 813
Passifs et capitaux propres			
Passifs à court terme			
Emprunts et avances bancaires	25	35	28
Comptes créditeurs et charges à payer	12	638	661
Impôts créditeurs		6	1
Partie à court terme de la dette à long terme	14, 25 et 26	59	36
Partie à court terme des provisions pour éventualités et charges	13	7	9
Partie à court terme des passifs financiers et autres passifs	15 et 26	101	27
		846	762
Passifs à long terme			
Dette à long terme	14, 25 et 26	1 517	1 530
Provisions pour éventualités et charges	13	36	34
Passifs financiers	26	18	16
Autres passifs	15	178	178
Passifs d'impôt différé	17	186	219
		2 781	2 739
Capitaux propres des actionnaires			
Capital-actions	18	492	487
Surplus d'apport	19	16	16
Bénéfices non répartis		982	512
Cumul des autres éléments du résultat global	20	(35)	(31)
		1 455	984
Part des actionnaires sans contrôle	8	146	90
Capitaux propres totaux		1 601	1 074
		4 382	3 813

Les notes afférentes font partie intégrante des présents états financiers consolidés.

Approuvé par le conseil d'administration



Alain Lemaire



Georges Kobrynsky

RÉSULTATS CONSOLIDÉS

(en millions de dollars canadiens, sauf les montants par action ordinaire et les nombres d'actions ordinaires)	NOTE	2017	2016
Ventes		4 321	4 001
Coût des produits vendus et charges			
Coût des produits vendus (incluant l'amortissement de 215 M\$ (2016 — 192 M\$))	21	3 708	3 380
Frais de vente et d'administration	21	440	402
Gain sur acquisitions, cessions et autres	23	(8)	(4)
Baisse de valeur et frais de restructuration	24	17	12
Gain de change		(5)	(4)
Gain sur instruments financiers dérivés	26	(6)	(6)
		4 146	3 780
Bénéfice d'exploitation		175	221
Frais de financement	25	92	88
Intérêts sur avantages du personnel	25	5	5
Perte sur le rachat de dette à long terme	14, 25 et 26	14	—
Gain de change sur la dette à long terme et sur les instruments financiers		(23)	(22)
Gain sur réévaluation à la juste valeur de placements	5 et 8	(315)	—
Part des résultats des entreprises associées et des coentreprises	8	(39)	(32)
Bénéfice avant impôts sur les résultats		441	182
Charge (recouvrement) d'impôts sur les résultats	17	(81)	45
Bénéfice net pour l'exercice incluant la part des actionnaires sans contrôle		522	137
Bénéfice net attribuable aux actionnaires sans contrôle	8	15	2
Bénéfice net pour l'exercice attribuable aux actionnaires		507	135
Bénéfice net par action ordinaire			
De base		5,35 \$	1,42 \$
Dilué		5,19 \$	1,39 \$
Nombre moyen pondéré de base d'actions ordinaires en circulation		94 680 598	94 709 048
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires diluées		97 598 900	96 933 338

Les notes afférentes font partie intégrante des présents états financiers consolidés.

ÉTATS CONSOLIDÉS DU RÉSULTAT GLOBAL

(en millions de dollars canadiens)	NOTE	2017	2016
Bénéfice net incluant la part des actionnaires sans contrôle pour l'exercice		522	137
Autres éléments du résultat global			
Éléments qui peuvent être reclassés ultérieurement aux résultats			
Écarts de conversion	20		
Variation des écarts de conversion cumulés des filiales étrangères autonomes		(43)	(33)
Variation des écarts de conversion cumulés relative aux activités de couverture des investissements nets		33	21
Couverture de flux de trésorerie	20		
Variation de la juste valeur des contrats de change à terme		1	—
Variation de la juste valeur des instruments financiers dérivés de marchandises		1	10
Actifs financiers disponibles à la vente	8	(1)	(2)
Part dans les autres éléments du résultat global des entreprises associées	5 et 8	21	—
Recouvrement d'impôts sur les résultats		(13)	(6)
		(1)	(10)
Éléments qui sont reclassés aux bénéfices non répartis			
Gain (perte) actuariel sur avantages du personnel	16	(13)	11
Charge (recouvrement) d'impôts sur les résultats	17	3	(3)
		(10)	8
Autres éléments du résultat global		(11)	(2)
Résultat global pour l'exercice incluant la part des actionnaires sans contrôle		511	135
Résultat global pour l'exercice des actionnaires sans contrôle		18	(4)
Résultat global pour l'exercice attribuable aux actionnaires		493	139

Les notes afférentes font partie intégrante des présents états financiers consolidés.

ÉTATS CONSOLIDÉS DES CAPITAUX PROPRES

Pour l'exercice terminé le 31 décembre 2017

(en millions de dollars canadiens)	NOTE	CAPITAL- ACTIONS	SURPLUS D'APPORT	BÉNÉFICES NON RÉPARTIS	CUMUL DES AUTRES ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT GLOBAL	CAPITAUX PROPRES TOTAUX DES ACTIONNAIRES	PART DES ACTIONNAIRES SANS CONTRÔLE	CAPITAUX PROPRES TOTAUX
Solde au début de l'exercice		487	16	512	(31)	984	90	1 074
Résultat global								
Bénéfice net		—	—	507	—	507	15	522
Autres éléments du résultat global		—	—	(10)	(4)	(14)	3	(11)
Regroupement d'entreprises	5	—	—	497	(4)	493	18	511
Dividendes		—	—	(15)	—	(15)	—	(15)
Coût de rémunération à base d'options		—	1	—	—	1	—	1
Émission d'actions ordinaires sur exercice d'options		5	(1)	—	—	4	—	4
Cession partielle d'une filiale à un actionnaire sans contrôle		—	—	(1)	—	(1)	1	—
Acquisitions de parts des actionnaires sans contrôle		—	—	(11)	—	(11)	(15)	(26)
Dividendes payés pour la part des actionnaires sans contrôle		—	—	—	—	—	(5)	(5)
Solde à la fin de l'exercice		492	16	982	(35)	1 455	146	1 601

Pour l'exercice terminé le 31 décembre 2016

(en millions de dollars canadiens)	CAPITAL- ACTIONS	SURPLUS D'APPORT	BÉNÉFICES NON RÉPARTIS	CUMUL DES AUTRES ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT GLOBAL	CAPITAUX PROPRES TOTAUX DES ACTIONNAIRES	PART DES ACTIONNAIRES SANS CONTRÔLE	CAPITAUX PROPRES TOTAUX
Solde au début de l'exercice	490	17	387	(27)	867	96	963
Résultat global							
Bénéfice net	—	—	135	—	135	2	137
Autres éléments du résultat global	—	—	8	(4)	4	(6)	(2)
Dividendes	—	—	143	(4)	139	(4)	135
Coût de rémunération à base d'options	—	1	—	—	1	—	1
Émission d'actions ordinaires sur exercice d'options	2	(1)	—	—	1	—	1
Rachat d'actions ordinaires	(5)	(1)	(3)	—	(9)	—	(9)
Dividendes payés pour la part des actionnaires sans contrôle et acquisitions de parts des actionnaires sans contrôle	—	—	—	—	—	(2)	(2)
Solde à la fin de l'exercice	487	16	512	(31)	984	90	1 074

Les notes afférentes font partie intégrante des présents états financiers consolidés.

TABLEAUX CONSOLIDÉS DES FLUX DE TRÉSORERIE

(en millions de dollars canadiens)	NOTE	2017	2016
Activités d'exploitation			
Bénéfice net pour l'exercice attribuable aux actionnaires		507	135
Ajustements pour :			
Frais de financement et intérêts sur avantages du personnel	25	97	93
Perte sur le rachat de dette à long terme	14, 25 et 26	14	—
Amortissement		215	192
Gain sur acquisitions, cessions et autres	23	(8)	(4)
Baisse de valeur et frais de restructuration	24	11	4
Gain non réalisé sur instruments financiers dérivés		(8)	(18)
Gain de change sur la dette à long terme et sur les instruments financiers		(23)	(22)
Charge (recouvrement) d'impôts sur les résultats	17	(81)	45
Gain sur réévaluation à la juste valeur de placements	5 et 8	(315)	—
Part des résultats des entreprises associées et des coentreprises	8	(39)	(32)
Bénéfice net attribuable aux actionnaires sans contrôle	8	15	2
Frais de financement nets payés		(99)	(89)
Prime payée sur le rachat de dette à long terme	14	(11)	—
Impôts reçus (payés) nets		(10)	10
Dividendes reçus	8	12	18
Avantages du personnel et autres		(17)	(18)
		260	316
Variation des éléments hors caisse du fonds de roulement	25	(87)	56
		173	372
Activités d'investissement			
Acquisitions de participations dans des entreprises associées et des coentreprises	8	(17)	(6)
Paiements d'immobilisations corporelles		(193)	(182)
Produits de cessions d'immobilisations corporelles		15	5
Variation d'actifs incorporels et d'autres actifs	8	256	14
Trésorerie acquise (payée) dans un regroupement d'entreprises	5	9	(16)
		70	(185)
Activités de financement			
Emprunts et avances bancaires		8	(8)
Évolution des crédits bancaires rotatifs		114	(146)
Rachat de billets subordonnés non garantis	14, 25 et 26	(257)	—
Augmentation des autres dettes à long terme		11	40
Versements sur les autres dettes à long terme		(47)	(47)
Règlement sur instruments financiers dérivés		(12)	3
Émission d'actions ordinaires	18	4	1
Rachat d'actions ordinaires	18	—	(9)
Dividendes payés pour la part des actionnaires sans contrôle et acquisitions de parts des actionnaires sans contrôle	8	(24)	(1)
Dividendes payés aux actionnaires de la Société		(15)	(15)
		(218)	(182)
Variation nette de la trésorerie et équivalents de trésorerie au cours de l'exercice		25	5
Écarts de conversion sur la trésorerie et équivalents de trésorerie		2	(3)
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début de l'exercice		62	60
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin de l'exercice		89	62

Les notes afférentes font partie intégrante des présents états financiers consolidés.

INFORMATION SECTORIELLE

La Société évalue la performance de ses secteurs d'activité en se basant sur leur bénéfice d'exploitation avant amortissement, qui n'est pas une mesure de performance définie par les Normes internationales d'information financière (IFRS). Cependant, le principal décideur opérationnel utilise cette mesure afin d'évaluer la performance opérationnelle de chacun de ces secteurs. Les résultats de chaque secteur d'exploitation sont préparés selon les mêmes normes que celles de la Société. Les activités intersectorielles sont comptabilisées sur les mêmes bases que les ventes à des clients externes, soit à la juste valeur. Les conventions comptables des secteurs isolables sont les mêmes que celles de la Société décrites à la Note 2.

Les secteurs opérationnels de la Société sont présentés de manière cohérente avec l'information interne fournie au principal décideur opérationnel. Le chef de la direction a le pouvoir d'affectation des ressources et de gestion de la performance de la Société et constitue donc le principal décideur opérationnel.

La Société exerce ses activités dans les quatre secteurs suivants : carton-caisse, carton plat Europe, produits spécialisés (formant les produits d'emballage de la Société) et papiers tissu.

(en millions de dollars canadiens)	VENTES	
	2017	2016
Produits d'emballage		
Carton-caisse	1 652	1 370
Carton plat Europe	838	796
Produits spécialisés	703	620
Ventes intersecteurs	(105)	(61)
	3 088	2 725
Papiers tissu	1 268	1 305
Ventes intersecteurs et activités corporatives	(35)	(29)
	4 321	4 001

(en millions de dollars canadiens)	BÉNÉFICE (PERTE) D'EXPLOITATION AVANT AMORTISSEMENT	
	2017	2016
Produits d'emballage		
Carton-caisse	238	214
Carton plat Europe	67	51
Produits spécialisés	67	71
	372	336
Papiers tissu	90	139
Corporatif	(72)	(62)
Bénéfice d'exploitation avant amortissement	390	413
Amortissement	(215)	(192)
Frais de financement et intérêts sur avantages du personnel	(97)	(93)
Perte sur le rachat de dette à long terme	(14)	—
Gain de change sur la dette à long terme et sur les instruments financiers	23	22
Gain sur réévaluation à la juste valeur de placements	315	—
Part des résultats des entreprises associées et des coentreprises	39	32
Bénéfice avant impôts sur les résultats	441	182

(en millions de dollars canadiens)	PAIEMENTS D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES	
	2017	2016
Produits d'emballage		
Carton-caisse	65	51
Carton plat Europe	27	26
Produits spécialisés	32	26
	124	103
Papiers tissu	64	77
Corporatif	19	26
Acquisitions totales	207	206
Produits de cessions d'immobilisations corporelles	(15)	(5)
Acquisitions en vertu de contrats de location-financement	(11)	(18)
	181	183
Acquisitions d'immobilisations corporelles incluses dans les comptes créditeurs et charges à payer		
Début de l'exercice	25	19
Fin de l'exercice	(28)	(25)
Paievements d'immobilisations corporelles, déduction faite des produits de cessions	178	177

(en millions de dollars canadiens)	ACTIFS TOTAUX	
	31 décembre 2017	31 décembre 2016
Produits d'emballage		
Carton-caisse	1 995	1 285
Carton plat Europe	609	567
Produits spécialisés	383	336
	2 987	2 188
Papiers tissu	919	922
Corporatif	459	400
Éliminations intersectorielles	(68)	(37)
	4 297	3 473
Participations dans des entreprises associées et des coentreprises	78	335
Autres placements	7	5
	4 382	3 813

La répartition par secteur géographique se détaille comme suit :

Pour les exercices terminés les 31 décembre (en millions de dollars canadiens)	2017	2016
Ventes		
Établissements situés au Canada		
Ventes intérieures	1 629	1 511
Ventes aux États-Unis	488	505
Ventes à d'autres pays	11	14
	2 128	2 030
Établissements situés aux États-Unis		
Ventes intérieures	1 217	1 065
Ventes au Canada	73	45
Ventes à d'autres pays	1	2
	1 291	1 112
Établissements situés en Italie		
Ventes intérieures	279	241
Ventes à d'autres pays	138	140
	417	381
Établissements situés dans d'autres pays		
Ventes en Europe	411	399
Ventes à d'autres pays	74	79
	485	478
	4 321	4 001

(en millions de dollars canadiens)	31 décembre 2017	31 décembre 2016
Immobilisations corporelles		
Canada	840	840
États-Unis	967	512
Italie	183	179
Autres pays	114	104
	2 104	1 635

(en millions de dollars canadiens)	31 décembre 2017	31 décembre 2016
Écarts d'acquisition, listes et relations avec les clients et autres actifs incorporels à durée de vie limitée et illimitée		
Canada	449	441
États-Unis	278	71
Italie	13	9
	740	521

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

(Les chiffres des tableaux sont en millions de dollars canadiens, sauf les montants par action ordinaire et par option ainsi que le nombre d'actions ordinaires et d'options.)

NOTE 1 INFORMATION GÉNÉRALE

Cascades Inc. et ses filiales (collectivement nommées « Cascades » ou « la Société ») fabriquent, transforment et distribuent des produits d'emballage et des papiers tissu principalement composés de fibres recyclées. Cascades Inc. est une société située au Québec, Canada, domiciliée au 404, boulevard Marie-Victorin, Kingsey Falls et dont les actions sont cotées à la Bourse de Toronto.

Le Conseil d'administration a approuvé les présents états financiers consolidés le 28 février 2018.

NOTE 2 PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES

MODE DE PRÉSENTATION

La Société établit ses états financiers selon les principes comptables généralement reconnus du Canada (PCGR), tels qu'ils sont définis dans la Partie I du *Manuel de Comptables Professionnels Agréés Canada* (CPA Canada) – *Comptabilité*, qui intègre les IFRS publiées par l'*International Accounting Standards Board*. Les méthodes comptables ayant servi à l'établissement des présents états financiers consolidés sont présentées ci-après. Ces méthodes ont été appliquées uniformément à toutes les périodes présentées, sauf indication contraire.

BASE DE MESURE

Les présents états financiers consolidés ont été préparés selon la convention du coût historique, à l'exception de la réévaluation de certains actifs et passifs financiers, incluant les dérivés, qui sont évalués à leur juste valeur.

PÉRIMÈTRE DE CONSOLIDATION

Les présents états financiers consolidés comprennent les comptes de la Société, qui incluent :

A. FILIALES

Les filiales sont des entités sur lesquelles la Société exerce le contrôle, soit le pouvoir de diriger les politiques financières et opérationnelles. La Société n'a pas d'intérêt dans une entité structurée. L'existence et l'effet des droits de vote potentiels qui sont exerçables ou convertibles sont pris en compte pour déterminer si la Société contrôle une autre entité. Les filiales sont consolidées à partir de la date à laquelle le contrôle est transféré à la Société. Elles sont déconsolidées à compter de la date à laquelle le contrôle cesse. Les conventions comptables des filiales sont modifiées, le cas échéant, pour assurer leur cohérence avec les conventions adoptées par la Société. L'acquisition de filiales est comptabilisée selon la méthode de l'acquisition. Les résultats sont consolidés à compter de la date d'acquisition. Le prix d'acquisition est mesuré à la juste valeur des actifs remis, des instruments de capitaux propres émis et des passifs contractés ou assumés à la date de l'échange. Les coûts de transaction directement attribuables à l'acquisition sont comptabilisés en charges. Les actifs identifiables acquis ainsi que les passifs et passifs éventuels assumés dans un regroupement d'entreprises sont initialement évalués à leur juste valeur à la date d'acquisition, indépendamment de l'ampleur de tout intérêt des actionnaires sans contrôle. L'excédent du prix d'acquisition sur la juste valeur des actifs nets identifiables acquis est comptabilisé comme écart d'acquisition. Dans le cas où la juste valeur de la contrepartie versée est inférieure à la juste valeur des actifs nets acquis de la filiale, l'excédent est comptabilisé dans l'état des résultats consolidés. Les soldes, les transactions et les gains non réalisés sur les transactions entre les filiales sont éliminés.

Voici les principales filiales de la Société :

	POURCENTAGE DÉTENU (%)	JURIDICTION
Cascades Canada ULC	100	Canada
Cascades USA Inc.	100	Delaware
Greenpac Holding LLC ¹	59,7	Delaware
Reno de Medici S.p.A. (RDM)	57,8	Italie

¹ À des fins comptables, le pourcentage est de 82,83 % incluant la participation indirecte. Voir Note 5 pour plus de détails.

B. TRANSACTIONS ET CHANGEMENTS DANS LA PARTICIPATION

Les acquisitions ou cessions de participations qui n'entraînent pas la perte de contrôle par la Société sont traitées comme des opérations sur les capitaux propres. Lors de l'acquisition ou de la cession de participations sans contrôle entraînant l'obtention ou la perte du contrôle par la Société, les gains ou les pertes résultant de la réévaluation de la participation antérieurement détenue ou de la participation sans contrôle sont comptabilisés dans l'état des résultats consolidés.

C. ENTREPRISES ASSOCIÉES

Les entreprises associées sont des entités sur lesquelles la Société exerce une influence notable, donnant généralement lieu à une participation variant entre 20 % et 50 % des droits de vote. Les placements dans des entreprises associées sont comptabilisés selon la méthode de la mise en équivalence et sont initialement comptabilisés au coût. Les placements dans les entreprises associées incluent les écarts d'acquisition constatés au moment de l'acquisition, déduction faite de toute baisse de valeur accumulée.

Les gains non réalisés sur les transactions entre la Société et ses entreprises associées sont éliminés à la hauteur de la participation de la Société dans ces entités. Les conventions comptables des entreprises associées sont modifiées, le cas échéant, pour assurer leur cohérence avec les conventions adoptées par la Société. Les gains et pertes sur dilution découlant des participations dans des entreprises associées sont comptabilisés dans l'état des résultats consolidés.

À la fin de chaque fin d'année, la Société évalue s'il y a des preuves objectives que ses intérêts dans des entreprises associées se sont dépréciés. S'il y a une baisse de valeur, la valeur comptable de la participation de la Société dans les actifs sous-jacents des entreprises associées est ramenée à sa valeur recouvrable estimée (soit le plus élevé de la juste valeur de la participation diminuée des coûts de la vente et de la valeur d'utilité) et la charge est comptabilisée dans l'état des résultats consolidés.

D. COENTREPRISES

Une coentreprise est une entité dans laquelle la Société détient un intérêt à long terme et dont elle partage le contrôle conjoint sur les décisions relatives aux activités pertinentes. La Société comptabilise ses participations dans des coentreprises selon la méthode de la mise en équivalence. Les politiques comptables des coentreprises sont modifiées, le cas échéant, pour assurer leur cohérence avec les politiques adoptées par la Société.

CONSTATATION DES PRODUITS

La Société comptabilise ses produits, lesquels sont constitués de ventes de marchandises, lorsqu'il est probable que les avantages économiques iront à la Société, que les marchandises ont été livrées, que les risques et avantages importants inhérents à la propriété sont transférés, que le montant de la vente est établi ou déterminable et que le recouvrement est considéré comme probable.

Les produits sont évalués sur la base des prix spécifiés dans le contrat de vente, déduction faite de l'escompte et des retours estimés au moment de la vente. L'expérience historique est utilisée pour estimer et prévoir les escomptes et les retours. Les rabais volume sont évalués sur la base prévue des ventes annuelles.

INSTRUMENTS FINANCIERS ET COUVERTURE

Les actifs financiers et les passifs financiers sont comptabilisés lorsque la Société devient une partie aux dispositions d'un instrument. Les actifs financiers sont sortis du bilan lorsque le droit de recevoir des flux de trésorerie provenant des actifs a expiré ou a été transféré, et que la Société a transféré la quasi-totalité des risques et des avantages inhérents à la propriété. Il y a compensation des actifs financiers et des passifs financiers lorsqu'il existe un droit juridiquement exécutoire de compenser les montants enregistrés et qu'il y a une intention de régler sur une base nette ou de réaliser l'actif et de régler le passif simultanément. Lorsqu'il y a compensation, le montant net est présenté au bilan consolidé.

CLASSEMENT

La Société classe ses instruments financiers selon les catégories suivantes : à la juste valeur par le biais du résultat net, détenus jusqu'à leur échéance, prêts et créances, disponibles à la vente ou autres passifs. Le classement dépend de la finalité pour laquelle les instruments financiers ont été acquis ou émis. La direction détermine le classement de ses actifs et passifs financiers au moment de la comptabilisation initiale. La Société utilise la comptabilisation à la date de règlement pour tous les actifs financiers.

A. ACTIFS ET PASSIFS FINANCIERS À LA JUSTE VALEUR PAR LE BIAIS DU RÉSULTAT NET

Un actif financier ou un passif financier est classé dans cette catégorie s'il a été acquis principalement en vue d'être vendu ou racheté à court terme. Les instruments dérivés sont également inclus dans cette catégorie, sauf s'ils sont désignés comme des instruments de couverture. Lors de la comptabilisation initiale, ils sont désignés par la Société comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net. Les coûts de transaction sont comptabilisés en charges dans l'état des résultats consolidés. Les gains et les pertes découlant des variations de la juste valeur sont constatés dans l'état des résultats consolidés dans la « Perte (gain) sur instruments financiers dérivés » dans la période où ils surviennent. Les actifs financiers et les passifs financiers à la juste valeur par le biais du résultat net sont classés comme éléments à court terme, à l'exception de la partie qui devrait être réalisée ou réglée plus de douze mois après la date du bilan consolidé, qui est classée comme élément à long terme.

B. ACTIFS FINANCIERS DISPONIBLES À LA VENTE

Les actifs financiers disponibles à la vente sont des actifs financiers non dérivés qui sont désignés comme étant disponibles à la vente ou qui ne sont classés dans aucune autre catégorie. Les actifs financiers disponibles à la vente sont initialement enregistrés à leur juste valeur majorée des coûts de transaction et sont ensuite évalués à leur juste valeur. Les gains et les pertes résultant des variations de la juste valeur sont comptabilisés dans les autres éléments du résultat global. Les actifs financiers disponibles à la vente sont présentés dans les actifs à long terme, sauf s'ils viennent à échéance au cours des douze prochains mois ou si la direction a l'intention de s'en départir au cours des douze prochains mois.

Les intérêts sur les actifs financiers disponibles à la vente sont calculés selon la méthode du taux d'intérêt effectif et sont comptabilisés comme revenu d'intérêt dans l'état des résultats consolidés. Les dividendes sur les titres disponibles à la vente sont comptabilisés dans l'état des résultats consolidés à titre de gains et pertes sur instruments financiers dérivés lorsque le droit de la Société d'en recevoir le paiement est établi. Lorsqu'un placement disponible à la vente est vendu ou subit une perte de valeur, les gains et les pertes accumulés dans le « Cumul des autres éléments du résultat global » sont comptabilisés à titre de « Perte (gain) sur instruments financiers dérivés » dans l'état des résultats consolidés.

C. PRÊTS ET CRÉANCES

Les prêts et créances sont des actifs financiers non dérivés à paiements déterminés ou déterminables qui ne sont pas cotés sur un marché actif. Les prêts et créances de la Société comprennent la trésorerie et équivalents de trésorerie, les comptes débiteurs et les effets à recevoir relatifs aux cessions d'entreprises. Les prêts et créances sont initialement comptabilisés à leur juste valeur et sont ensuite évalués au coût après amortissement selon la méthode du taux d'intérêt effectif moins une provision pour baisse de valeur.

D. PASSIFS FINANCIERS AU COÛT AMORTI

Les passifs financiers au coût amorti comprennent les emprunts et avances bancaires, les comptes créditeurs et les charges à payer et la dette à long terme. Les comptes créditeurs et les charges à payer sont initialement comptabilisés au montant à payer, diminués, lorsque significatifs, pour ramener les créditeurs à leur juste valeur. Ultérieurement, les comptes créditeurs et les charges à payer sont évalués au coût amorti en utilisant la méthode du taux d'intérêt effectif. Ces instruments sont présentés comme passifs à court terme si le paiement est dû dans les douze prochains mois. Sinon, ils sont présentés comme passifs à long terme.

BAISSE DE VALEUR DES ACTIFS FINANCIERS

À chaque date de rapport, la Société évalue s'il y a des preuves objectives qu'un actif financier s'est déprécié. Si une telle preuve existe, la Société reconnaît une baisse de valeur, comme suit :

- i) Actifs financiers comptabilisés au coût amorti : La baisse de valeur est la différence entre le coût amorti du prêt ou de la créance et la valeur actualisée des flux de trésorerie futurs estimés, actualisés selon la méthode du taux d'intérêt effectif sur l'instrument d'origine. La valeur comptable de l'actif est réduite de ce montant soit directement, soit indirectement par l'utilisation d'un compte de provision.
- ii) Actifs disponibles à la vente : La baisse de valeur est la différence entre le coût initial de l'actif et la diminution permanente de sa juste valeur à la date de mesure, moins les baisses de valeur précédemment comptabilisées dans l'état des résultats consolidés. Ce montant représente la perte cumulée dans le « Cumul des autres éléments du résultat global » qui est reclassée au bénéfice net.

Les baisses de valeur sur les actifs financiers comptabilisés au coût amorti sont renversées dans les périodes subséquentes si le montant de la diminution de la perte peut être objectivement lié à un événement survenu après la dépréciation. Les baisses de valeur sur les titres d'instruments de capitaux propres disponibles à la vente ne sont pas renversées.

INSTRUMENTS FINANCIERS DÉRIVÉS ET COUVERTURE

Les instruments financiers dérivés sont initialement comptabilisés à leur juste valeur à la date à laquelle est conclu le contrat de dérivé et sont par la suite réévalués à leur juste valeur. La méthode de comptabilisation du gain ou de la perte dépend de la désignation de l'instrument financier dérivé comme instrument de couverture et le cas échéant, de la nature de l'élément couvert. La Société désigne certains instruments financiers dérivés comme étant une :

- i) couverture de l'exposition aux variations de la juste valeur d'un actif ou d'un passif comptabilisé ou d'un engagement ferme (couverture de la juste valeur);
- ii) couverture de l'exposition à un risque particulier associé à un actif ou à un passif comptabilisé ou à une transaction prévue hautement probable (couverture de flux de trésorerie); ou
- iii) couverture d'un investissement net dans un établissement étranger (couverture d'investissement net).

La Société consigne de manière formalisée toutes les relations entre les instruments de couverture et les éléments couverts ainsi que l'objectif et la stratégie de gestion des risques qui l'ont conduite à établir la relation. La Société documente également son appréciation, tant à la date à laquelle est conclue la couverture que sur une base continue, du fait que les dérivés qui sont utilisés dans les opérations de couverture sont très efficaces ou non pour compenser les variations des justes valeurs ou des flux de trésorerie des éléments couverts.

La juste valeur totale d'un dérivé de couverture est classée comme un actif ou un passif à long terme lorsque l'échéance de l'élément couvert est à plus de douze mois et comme actif ou passif à court terme lorsque l'échéance résiduelle est de moins de douze mois. Les instruments financiers dérivés détenus à des fins de négociation sont classés dans les actifs ou les passifs à court terme.

A. COUVERTURE DE JUSTE VALEUR

La variation périodique de la juste valeur du dérivé de couverture est comptabilisée en résultat net. La variation périodique du gain ou de la perte cumulé sur l'élément couvert est comptabilisée comme un ajustement de sa valeur comptable au bilan et est également comptabilisée en résultat net. L'inefficacité de la couverture est automatiquement comptabilisée au résultat net comme étant la différence entre les montants ci-dessus enregistrés dans le résultat net. Les gains et les pertes réalisés sur l'élément de couverture, résultant de la différence entre les paiements d'intérêts sur la tranche reçue et la tranche payée de l'instrument dérivé de couverture, sont comptabilisés selon le principe de la comptabilité d'exercice en tant que revenu ou charge d'intérêt.

Si la couverture ne répond plus aux critères de la comptabilité de couverture, l'ajustement de la valeur comptable d'un élément couvert pour lequel la méthode de l'intérêt effectif est utilisée sera amorti en résultat net jusqu'à l'échéance en utilisant un taux d'intérêt effectif révisé.

B. COUVERTURE DE FLUX DE TRÉSORERIE

La partie efficace des variations de la juste valeur des dérivés qui sont désignés comme instruments de couverture de flux de trésorerie est comptabilisée dans le résultat global. Les gains et les pertes liés à la partie non efficace sont immédiatement enregistrés dans l'état des résultats consolidés.

Les montants accumulés en capitaux propres sont reclassés en résultat dans la période où l'élément couvert influe sur le résultat (par exemple, lorsque la vente prévue qui est couverte a lieu). Les gains ou les pertes liés à la partie efficace des swaps de taux d'intérêt qui couvrent les emprunts à taux variables sont comptabilisés dans l'état des résultats consolidés sur la même ligne que l'élément couvert. Les gains et les pertes liés à la partie non efficace sont comptabilisés dans l'état des résultats consolidés à titre de pertes (gains) sur instruments financiers dérivés. Toutefois, lorsque la transaction prévue qui était couverte donne lieu à la comptabilisation d'un actif non financier (par exemple, des stocks ou des immobilisations corporelles), les gains et pertes précédemment reportés dans les capitaux propres sont retirés des capitaux propres et inclus dans l'évaluation initiale du coût de l'actif. Les montants différés sont finalement comptabilisés dans le coût des marchandises vendues dans le cas des stocks ou dans les amortissements dans le cas des immobilisations corporelles.

Lorsqu'un instrument de couverture arrive à échéance ou est vendu ou lorsqu'une couverture ne répond plus aux critères de la comptabilité de couverture, tous les gains ou les pertes cumulés dans le résultat global demeurent dans les capitaux propres et sont comptabilisés lorsque la transaction prévue est finalement enregistrée dans l'état des résultats consolidés. Lorsqu'il est établi qu'une transaction prévue ne surviendra pas, les gains et les pertes cumulés dans le résultat global sont immédiatement comptabilisés dans l'état des résultats consolidés.

C. COUVERTURE D'INVESTISSEMENT NET

Les couvertures d'investissements nets sont comptabilisées de la même manière que les couvertures de flux de trésorerie. Tous les gains ou les pertes sur l'instrument de couverture liés à la partie efficace de la couverture sont comptabilisés dans le résultat global. Les gains ou les pertes liés à la portion inefficace sont immédiatement comptabilisés dans l'état des résultats consolidés. Les gains et les pertes accumulés dans les capitaux propres sont inclus dans l'état des résultats consolidés lorsque l'entité étrangère est partiellement cédée ou vendue.

La Société utilise également des swaps inter-devises pour gérer le risque de fluctuation des devises associé aux flux de trésorerie prévus en devises étrangères. Ces swaps inter-devises sont désignés en couverture de change de son investissement net dans ses activités à l'étranger. La partie des gains et des pertes découlant de la conversion des dérivés qui sont considérés comme une couverture efficace est comptabilisée dans les autres éléments du résultat global, en contrepartie des gains et des pertes découlant de la conversion de l'investissement net de la Société dans ses activités à l'étranger.

TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE

La trésorerie et équivalents de trésorerie se composent des espèces en caisse, des soldes bancaires et des placements à court terme liquides dont l'échéance est égale ou inférieure à trois mois.

COMPTES DÉBITEURS

Les comptes débiteurs sont initialement comptabilisés à leur juste valeur et sont ensuite évalués au coût amorti en utilisant la méthode de l'intérêt effectif, déduction faite d'une provision pour créances douteuses basée sur des prévisions de recouvrement.

STOCKS

Les stocks de produits finis sont évalués au moindre du coût moyen de fabrication ou de la méthode du prix de détail et de la valeur de réalisation nette. Les stocks de matières premières et les approvisionnements sont évalués au moindre du coût et du coût de remplacement, et le coût de remplacement est la meilleure mesure disponible de la valeur nette de réalisation. Le coût des matières premières et des approvisionnements est déterminé respectivement selon les méthodes du coût moyen et de l'épuisement successif. La valeur de réalisation nette représente le prix de vente estimé dans le cours normal des affaires, déduction faite des frais de vente variables.

IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET AMORTISSEMENT

Les immobilisations corporelles sont inscrites au coût diminué de l'amortissement cumulé et du cumul des pertes de valeur, y compris les frais d'intérêts engagés durant la période de construction de certaines immobilisations corporelles. Les coûts de réparations et d'entretien sont enregistrés dans l'état des résultats consolidés au cours de la période pendant laquelle ils sont engagés. Les valeurs résiduelles, les méthodes d'amortissement et les durées de vie utile des immobilisations corporelles sont revues annuellement et ajustées le cas échéant.

L'amortissement est calculé selon la méthode de l'amortissement linéaire, sur les périodes suivantes :

Bâtiments	Entre 10 et 33 ans
Matériel et outillage	Entre 3 et 30 ans
Matériel roulant	Entre 5 et 10 ans
Autres immobilisations corporelles	Entre 3 et 10 ans

SUBVENTIONS ET CRÉDITS D'IMPÔTS À L'INVESTISSEMENT

Les subventions et les crédits d'impôts à l'investissement sont comptabilisés selon la méthode de la réduction du coût des immobilisations corporelles. Ils sont portés aux résultats en diminution de l'amortissement au même rythme que l'amortissement des immobilisations corporelles auxquelles ils se rapportent.

COÛTS D'EMPRUNT

Les coûts d'emprunt directement attribuables à l'acquisition, à la construction ou à la production de biens admissibles, qui sont des actifs qui demandent une période de temps considérable avant d'être prêts pour leur utilisation prévue, sont ajoutés au coût de ces actifs, jusqu'à ce que toutes les activités nécessaires pour préparer l'actif à son utilisation prévue soient terminées. Tous les autres coûts d'emprunt sont comptabilisés dans l'état des résultats consolidés dans la période au cours de laquelle ils sont engagés.

ACTIFS INCORPORELS

Les actifs incorporels sont composés des listes et relations avec les clients, des logiciels d'application et des baux à prix de faveur. Ils sont comptabilisés au coût diminué de l'amortissement cumulé et des pertes de valeur, et amortis selon la méthode de l'amortissement linéaire, selon les durées de vie utile estimatives suivantes :

Listes et relations avec des clients	Entre 2 et 20 ans
Actifs incorporels à durée de vie limitée	Entre 2 et 20 ans
Logiciels d'application	Entre 3 et 10 ans
Progiciel (PGI)	7 ans
Baux à prix de faveur	Terme du bail

Les dépenses liées aux activités de recherche sont comptabilisées à titre de dépense dans la période au cours de laquelle elles sont engagées.

BAISSE DE VALEUR

A. IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET ACTIFS INCORPORELS À DURÉE DE VIE LIMITÉE

À la fin de chaque période de présentation de l'information financière, la Société doit évaluer s'il existe un quelconque indice que la valeur comptable d'un actif ou d'un groupe d'actifs est inférieure à sa valeur recouvrable, tel qu'il est défini à la section C ci-dessous. À cette fin, les actifs sont regroupés au plus bas niveau de regroupement pour lequel il existe des entrées de trésorerie largement indépendantes des entrées de trésorerie générées par d'autres actifs (unité génératrice de trésorerie ou UGT).

Lorsque la valeur recouvrable est inférieure à la valeur comptable, la valeur comptable est réduite à la valeur recouvrable. Les baisses de valeur sont comptabilisées immédiatement dans l'état des résultats consolidés à titre de Baisse de valeur et frais de restructuration. Les reprises de baisses de valeur possibles sont évaluées lorsque des événements ou des changements dans les circonstances justifient un tel examen. La valeur comptable réévaluée est la plus élevée entre la valeur recouvrable estimée et la valeur comptable qui aurait été déterminée si aucune baisse de valeur n'avait été comptabilisée et si l'amortissement n'avait pas été pris précédemment sur l'actif ou l'UGT. Une reprise de baisse de valeur est comptabilisée directement dans l'état des résultats consolidés au poste « Baisse de valeur et frais de restructuration ».

B. ÉCARTS D'ACQUISITION ET AUTRES ACTIFS INCORPORELS À DURÉE DE VIE ILLIMITÉE

Les écarts d'acquisition et les autres actifs incorporels à durée de vie illimitée sont comptabilisés au coût d'acquisition, moins les réductions de valeur. Ils ont une durée de vie illimitée en raison de leur nature permanente, car ils sont des droits acquis et non assujettis à la désuétude. Ils font l'objet d'un test de dépréciation sur une base annuelle au 31 décembre, ou plus fréquemment, lorsqu'un événement ou des circonstances indiquent que la valeur pourrait être réduite de façon permanente. Les écarts d'acquisition sont affectés aux UGT aux fins du test de dépréciation en fonction du niveau le plus bas où la direction examine les résultats, niveau qui n'est pas plus élevé que le secteur d'exploitation. La répartition est faite à ces UGT qui devraient bénéficier du regroupement d'entreprises dans lesquelles l'écart d'acquisition et les marques de commerce ont pris naissance. Les baisses de valeur sur écarts d'acquisition et les autres actifs incorporels à durée de vie illimitée ne font pas l'objet de reprise.

C. VALEUR RECOUVRABLE

La valeur recouvrable est la plus élevée de la juste valeur diminuée des coûts de la vente et de la valeur d'utilité. Pour évaluer la valeur d'utilité, les flux de trésorerie futurs estimés sont actualisés à leur valeur actuelle en utilisant un taux d'actualisation qui reflète l'évaluation actuelle du marché de la valeur temporelle de l'argent et les risques spécifiques à l'actif ou d'une UGT. Lors de la détermination de la juste valeur diminuée des coûts de la vente, la Société estime s'il y a un prix de marché pour l'actif en cours d'évaluation. Sinon, la Société utilise l'approche basée sur les bénéfices.

CONTRATS DE LOCATION

Les contrats de location dans lesquels la quasi-totalité des risques et des avantages inhérents à la propriété sont conservés par le bailleur sont classés en tant que contrats de location simple. Les paiements effectués en vertu de contrats de location simple sont imputés dans l'état des résultats consolidés linéairement sur la durée du bail.

La Société loue certaines immobilisations corporelles. Les contrats de location d'immobilisations corporelles pour lesquels la Société détient la quasi-totalité des risques et avantages inhérents à la propriété sont classés en tant que contrats de location-financement. Les contrats de location-financement sont capitalisés à la date d'entrée en vigueur du contrat au moindre de la juste valeur du bien loué et de la valeur actualisée des paiements minimaux au titre de la location. Les immobilisations corporelles louées sont amorties selon la méthode de l'amortissement linéaire sur la période la plus courte entre leur durée de vie estimative et la durée du contrat de location. Les paiements minimaux au titre de la location doivent être ventilés entre la charge financière et l'amortissement du solde de la dette de manière à obtenir un taux d'intérêt périodique constant. Les obligations correspondant au contrat de location-financement, déduction faite des frais de financement, sont présentées dans la dette à long terme.

PROVISIONS POUR ÉVENTUALITÉS ET CHARGES

Les provisions pour éventualités et charges comprennent principalement les poursuites judiciaires et autres litiges. Une provision est comptabilisée lorsque la Société a une obligation légale ou implicite résultant d'un événement passé et qu'il est probable que le règlement de l'obligation exigera une sortie de ressources représentatives d'avantages économiques ou causera une perte financière, et que le montant de l'obligation peut être estimé de manière fiable.

Lorsqu'il est attendu que la totalité ou une partie de la dépense nécessaire à l'extinction d'une provision sera remboursée par une autre partie, le remboursement doit être traité comme un actif distinct au bilan consolidé seulement si la Société a la quasi-certitude de recevoir ce remboursement.

Les provisions sont évaluées à la valeur actuelle des dépenses attendues que la Société juge nécessaires pour éteindre l'obligation. Les taux d'actualisation reflètent les appréciations actuelles par le marché de la valeur temps de l'argent et des risques spécifiques liés à ce passif. L'augmentation des provisions liée au passage du temps est comptabilisée à titre de frais de financement.

OBLIGATIONS LIÉES À LA RESTAURATION ENVIRONNEMENTALE ET COÛTS ENVIRONNEMENTAUX

Une obligation d'engager des coûts de restauration et d'environnement se pose lorsque des perturbations de l'environnement sont causées par le développement ou la production continue d'usines ou d'un site d'enfouissement. Ces coûts découlant de l'installation de l'usine et d'autres travaux de préparation du site sont prévus et capitalisés au début de chaque projet, ou dès que l'obligation d'assumer ces coûts survient. Les coûts de démantèlement sont comptabilisés à la valeur estimée à laquelle l'obligation peut être réglée à la date du bilan consolidé, et sont imputés aux résultats sur la durée de l'opération, par la dépréciation de l'actif et la désactualisation du passif. Le taux d'actualisation est le taux avant impôt reflétant les appréciations actuelles du marché de la valeur temporelle de l'argent et les risques spécifiques liés à l'obligation. Les coûts de restauration entraînés par des exploitations passées sont générés sur une base continue pendant la production et sont évalués à leur valeur actualisée et imputés aux résultats lorsque l'obligation survient.

Les changements dans la mesure d'un passif relatif au démantèlement d'une usine ou à d'autres travaux de préparation du site qui entraînent des changements dans le calendrier prévisionnel ou dans le montant des flux de trésorerie, ou un changement dans le taux d'escompte, sont ajoutés ou déduits du coût de l'actif lié au moment où les changements surviennent. Si une diminution du passif excède la valeur comptable de l'actif, l'excédent est comptabilisé immédiatement dans l'état des résultats consolidés. Si la valeur de l'actif est augmentée et qu'il y a une indication que la valeur comptable révisée n'est pas récupérable, un test de dépréciation est effectué conformément à la politique comptable pour les tests de dépréciation.

DETTE À LONG TERME

La dette à long terme est initialement comptabilisée à la juste valeur, déduction faite des frais de financement engagés. La dette à long terme est par la suite comptabilisée au coût amorti; toute différence entre les produits (après déduction des frais de transaction) et la valeur de rachat est comptabilisée dans l'état des résultats consolidés et amortie selon la méthode des intérêts effectifs sur la durée de l'emprunt.

Les frais de financement versés lors de l'établissement du crédit bancaire renouvelable sont comptabilisés comme des frais de financement reportés et amortis selon la méthode de l'amortissement linéaire sur la durée prévue du crédit bancaire renouvelable.

AVANTAGES DU PERSONNEL

La Société offre des régimes de retraite à prestations déterminées, capitalisés et non capitalisés, des régimes à cotisations déterminées ainsi que des régimes enregistrés d'épargne-retraite (REER) collectifs, qui prévoient, pour la plupart de ses employés, le paiement de prestations de retraite. Les régimes de retraite à prestations déterminées sont habituellement contributifs et fondés sur le nombre d'années de service et, dans la plupart des cas, sur la moyenne de la rémunération de fin de carrière. Les prestations de retraite ne font pas l'objet d'une majoration en fonction de l'inflation. La Société offre certains avantages postérieurs à l'emploi, tels que des allocations de retraite et des régimes collectifs d'assurance vie ainsi que de soins médicaux et dentaires. Ces avantages autres que les régimes de retraite ne sont toutefois pas capitalisés. En outre, les régimes de soins médicaux et dentaires sont éliminés progressivement lors de la retraite et ne sont plus offerts à la majeure partie des nouveaux retraités et aux employés et l'allocation de retraite n'est pas offerte à ceux ne répondant pas à certains critères.

Le passif comptabilisé au bilan consolidé au titre des régimes de retraite à prestations déterminées correspond à la valeur actualisée de l'obligation au titre des prestations déterminées à la fin de la période considérée, moins la juste valeur des actifs du régime. L'obligation au titre des prestations déterminées est calculée au moins tous les trois ans par des actuaires indépendants en utilisant la méthode des unités de crédit projetées et régulièrement mises à jour par la direction pour les opérations importantes et les changements de circonstances, y compris les changements dans les prix du marché et les taux d'intérêt jusqu'à la fin de la période.

De plus, lorsqu'un actif est comptabilisé au bilan pour un régime de retraite donné, sa valeur comptable ne peut dépasser l'avantage économique futur que la Société peut s'attendre à tirer de cet actif. L'avantage économique futur inclut la suspension des cotisations si les dispositions du régime le permettent sous condition des exigences minimales de capitalisation. Lorsqu'il existe une exigence minimale de capitalisation, ceci peut augmenter le passif comptabilisé au bilan. Toutes les cotisations spéciales légalement requises pour financer les déficits d'un régime ont été considérées. Pour les régimes dont un rapport actuariel de financement est requis au 31 décembre 2017, un calendrier attendu des cotisations d'équilibre a été estimé afin d'établir l'exigence minimale de capitalisation. Pour les autres régimes, nous avons utilisé les cotisations d'équilibre présentées aux plus récents rapports actuariels de financement déposés.

Les gains et les pertes actuariels déterminés dans le calcul de la valeur actualisée de l'obligation au titre des prestations déterminées et de la juste valeur des actifs des régimes sont comptabilisés dans le résultat global et enregistrés immédiatement dans les bénéfices non répartis sans recyclage dans l'état des résultats consolidés. Le coût des services passés est immédiatement comptabilisé dans l'état des résultats consolidés.

Lorsque la restructuration d'un régime de retraite entraîne à la fois une compression et un règlement des obligations, la compression est comptabilisée avant le règlement.

Les frais d'intérêts sur les régimes de retraite et les autres avantages postérieurs à l'emploi sont comptabilisés dans l'état des résultats consolidés à titre de frais de financement. La date de mesure des régimes d'avantages du personnel est le 31 décembre de chaque année. Une évaluation actuarielle est effectuée au moins tous les trois ans. Sur la base des soldes au 31 décembre 2017, 87 % des plans ont été évalués au 31 décembre 2016 (18 % en 2015).

IMPÔTS SUR LES RÉSULTATS

La Société utilise la méthode du passif fiscal pour la comptabilisation des impôts différés. Selon cette méthode, les impôts différés sont calculés en fonction de la différence entre les valeurs fiscales et comptables des différents actifs et passifs. Le taux d'imposition en vigueur ou pratiquement en vigueur lorsque ces différences se résorberont est utilisé pour calculer l'impôt différé à la date du bilan consolidé. Les actifs d'impôt différé sont constatés lorsqu'il est plus probable qu'improbable que l'actif se réalisera.

Les actifs et les passifs d'impôt différé sont compensés lorsqu'il existe un droit juridiquement exécutoire de compenser les actifs et passifs d'impôts exigibles et lorsque les actifs et passifs d'impôt différé concernent des impôts sur le résultat prélevés par la même administration fiscale sur la même entité imposable ou sur des entités imposables différentes qui ont l'intention de régler sur la base de leur montant net.

CONVERSION DES MONNAIES ÉTRANGÈRES

Les éléments inclus dans les états financiers de chacune des entités de la Société sont évalués en utilisant la monnaie de l'environnement économique principal dans lequel la Société est implantée (la monnaie fonctionnelle). Les états financiers consolidés sont présentés en dollars canadiens, monnaie fonctionnelle de la Société.

A. OPÉRATIONS CONCLUES EN MONNAIES ÉTRANGÈRES

Les opérations libellées en monnaies autres que la monnaie fonctionnelle de l'unité opérationnelle sont comptabilisées au taux de change en vigueur à la date de l'opération. Les actifs et les passifs monétaires libellés en monnaies étrangères sont convertis au taux de change en vigueur à la date du bilan consolidé. Les gains et les pertes de change non réalisés à la conversion d'autres actifs et passifs monétaires sont pris en compte dans l'état des résultats consolidés de l'exercice.

B. ÉTABLISSEMENTS ÉTRANGERS

Les actifs et les passifs des établissements étrangers sont convertis en dollars canadiens au taux de change en vigueur à la date du bilan consolidé. Les produits et les charges sont convertis aux taux de change moyens de l'exercice. Les gains ou les pertes de conversion sont enregistrés dans le « Cumul des autres éléments du résultat global ».

PAIEMENT FONDÉ SUR DES ACTIONS

La Société applique la méthode de la juste valeur pour comptabiliser les attributions d'options d'achat d'actions aux membres de la direction et aux employés cadres. Cette méthode consiste à enregistrer une dépense aux résultats en fonction des conditions de levée des options attribuées de chaque émission. La juste valeur de chaque émission est calculée au moyen du modèle d'évaluation du prix des options Black-Scholes. Ce modèle a été conçu afin d'estimer la juste valeur des options négociées qui ne comportent aucune restriction en matière d'acquisition de droits et qui sont entièrement transférables. Toute contrepartie payée par les employés à la levée des options ainsi que toute rémunération à base d'actions y afférente sont créditées au capital-actions.

DISTRIBUTION DE DIVIDENDES

La distribution de dividendes aux actionnaires de la Société est comptabilisée comme un passif dans les états financiers consolidés de la période durant laquelle les dividendes sont approuvés par le conseil d'administration de la Société.

RÉSULTATS PAR ACTION ORDINAIRE

Les résultats par action ordinaire de base sont calculés en fonction du nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation au cours de l'exercice. Les résultats dilués par action ordinaire sont déterminés en ajustant le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation pour tenir compte des instruments dilutifs qui sont principalement les options d'achat d'actions selon la méthode du rachat d'actions. Selon cette méthode, les instruments qui ont un effet dilutif, soit lorsque le cours moyen de l'action pour la période est supérieur au prix d'exercice ou de levée, sont considérés comme ayant été exercés ou levés au début de la période, et le produit obtenu est considéré comme ayant été utilisé pour racheter des actions ordinaires de la Société au cours moyen de l'action de la période.

NOTE 3

CHANGEMENTS DANS LES POLITIQUES COMPTABLES ET INFORMATION

A) NOUVELLE NORME IFRS APPLIQUÉE

IAS 7 TABLEAU DES FLUX DE TRÉSORERIE

En janvier 2016, l'IASB a publié des modifications à IAS 7 *Tableau des flux de trésorerie*, afin d'améliorer l'information fournie aux utilisateurs des états financiers concernant les activités de financement. Les modifications s'appliquent aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2017. Pour se conformer aux nouvelles exigences, un tableau de rapprochement du passif provenant des activités de financement a été ajouté à la Note 25.

B) NOUVELLES NORMES IFRS NON ENCORE APPLIQUÉES

IFRS 15 PRODUITS DES ACTIVITÉS ORDINAIRES TIRÉS DES CONTRATS CONCLUS AVEC DES CLIENTS

En mai 2014, l'IASB a publié IFRS 15 *Produits des activités ordinaires tirés des contrats conclus avec des clients*. IFRS 15 remplace toutes les normes de constatation des produits précédentes, y compris la norme IAS 18 *Produits des activités ordinaires* ainsi que IFRIC 13 *Programmes de fidélisation de la clientèle*. La norme définit les exigences pour comptabiliser le revenu. Plus précisément, la nouvelle norme introduit un cadre global avec un principe général selon lequel l'entité comptabilise les revenus à un montant qui reflète la considération à laquelle elle s'attend à avoir droit en échange de ces biens. La nouvelle norme s'appliquera aux périodes annuelles ouvertes à compter du 1^{er} janvier 2018. La nouvelle norme n'aura pas d'incidence importante sur le calendrier des produits d'exploitation de la Société puisqu'il n'y a typiquement qu'une seule obligation de performance par contrat client. L'adoption de la nouvelle norme aura toutefois une incidence sur le classement des passifs sur contrats qui ne peuvent plus être présentés en déduction des comptes débiteurs. De plus, IFRS 15 exigera des informations supplémentaires telles que la ventilation des produits des contrats avec les clients entre des catégories illustrant comment la nature, le montant, le calendrier et l'incertitude des produits et des flux de trésorerie sont touchés par les facteurs économiques. Pour se conformer à cette exigence, la Société présentera les ventes par pays de ses quatre segments sur une base trimestrielle. La Société appliquera la nouvelle norme de façon rétrospective avec l'effet cumulatif de l'application initiale de la norme comptabilisé comme un ajustement du solde d'ouverture des bénéfices non répartis. À l'exception du classement au bilan discuté précédemment, cette norme n'a aucun impact significatif sur les états financiers consolidés de la Société.

IFRS 9 INSTRUMENTS FINANCIERS

En juillet 2014, l'IASB a publié la version finale de la norme IFRS 9 *Instruments financiers*. Cette norme décrit la classification et l'évaluation des actifs financiers et remplace les multiples catégories et modèles de mesure pour les instruments de dette contenus dans la norme IAS 39 *Instruments financiers : Comptabilisation et évaluation*, par un nouveau modèle de mesure mixte ayant seulement deux catégories : le coût amorti et la juste valeur en résultat net. IFRS 9 remplace également les modèles de mesure des instruments de capitaux propres, et ces instruments sont comptabilisés à la juste valeur aux résultats ou à la juste valeur au résultat global. Lorsque ces instruments de capitaux propres sont évalués à la juste valeur au résultat global, les dividendes sont comptabilisés en résultat net dans la mesure où ils ne représentent pas clairement un rendement sur l'investissement, mais les autres gains et pertes (y compris les dépréciations) associés à ces instruments restent dans le cumul des autres éléments du résultat global indéfiniment. Les exigences pour les passifs financiers correspondent aux exigences actuelles d'IAS 39, à l'exception des passifs financiers désignés à la juste valeur pour lesquels les changements de juste valeur en raison du risque de crédit sont enregistrés dans le résultat global. La norme comprend également des orientations sur la comptabilité de couverture. Elle s'appliquera aux périodes annuelles ouvertes à compter du 1^{er} janvier 2018 et l'application anticipée est permise. La nouvelle norme n'aura aucun impact significatif sur les états financiers consolidés de la Société.

IFRS 16 CONTRATS DE LOCATION

En janvier 2016, l'IASB a publié IFRS 16 *Contrats de location*. IFRS 16 remplace la norme IAS 17 *Contrats de location*, de même que les interprétations afférentes aux contrats de location : IFRIC 4 *Déterminer si un accord contient un contrat de location*, SIC 15 *Avantages dans les contrats de location simple* et SIC 27 *Évaluation de la substance des transactions prenant la forme juridique d'un contrat de location*. La norme s'appliquera aux périodes annuelles ouvertes à compter du 1^{er} janvier 2019 et l'application anticipée est permise pour les entreprises qui appliquent également IFRS 15 *Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients*. La nouvelle norme exige aux preneurs de reconnaître au bilan une obligation locative, représentant les paiements de loyer futurs, et un actif au titre de droits d'utilisation pour pratiquement tous les contrats de location à l'exception de ceux pour des actifs de faible valeur ou de ceux dont l'échéance est à court terme. La Société évalue présentement l'incidence de l'adoption de cette norme sur ses états financiers consolidés. Au 31 décembre 2017, les contrats de location-exploitation en vertu desquels la Société est engagée se seraient traduits par une obligation locative supplémentaire estimée à 70 M\$.

NOTE 4

PRINCIPALES ESTIMATIONS COMPTABLES ET JUGEMENTS

Les estimations et jugements sont continuellement évalués et sont basés sur l'expérience historique et d'autres facteurs, incluant l'anticipation d'événements futurs qui sont jugés raisonnables dans les circonstances.

PRINCIPALES ESTIMATIONS ET HYPOTHÈSES

La préparation d'états financiers selon les IFRS requiert l'utilisation de certaines estimations ayant une incidence sur les actifs et les passifs inscrits aux états financiers, sur la présentation des éventualités à la date du bilan ainsi que sur les postes de revenus et de charges pour les exercices présentés. La direction réévalue régulièrement, en fonction de l'information disponible, ses estimations, y compris celles relatives aux coûts environnementaux, à la durée de vie utile des immobilisations corporelles, à la baisse de valeur des actifs à long terme et aux écarts d'acquisition, ainsi qu'aux avantages du personnel, au recouvrement des comptes débiteurs, à la juste valeur des instruments financiers, aux éventualités et aux impôts. Les résultats réels pourraient être différents de ces estimations. Lorsque des ajustements sont nécessaires, ils sont portés aux résultats lorsqu'ils sont connus.

A. BAISSÉ DE VALEUR D'ACTIFS À LONG TERME, ACTIFS INCORPORELS ET ÉCARTS D'ACQUISITION

Lors de la détermination de la valeur recouvrable d'un actif ou d'une unité génératrice de trésorerie (UGT), la Société utilise plusieurs hypothèses dont des données externes provenant de l'industrie lorsqu'elles sont disponibles et comprenant, entre autres, les niveaux de production, les prix de vente, les volumes, le coût des matières premières, les taux de change, les taux de croissance, le taux d'actualisation et les dépenses en capital.

La Société est d'avis que ces hypothèses sont raisonnables. Ces hypothèses requièrent un degré important de jugement, sont d'une grande complexité et reflètent les meilleures estimations de la direction en regard de l'information disponible à la date de mesure. De plus, les produits sont des produits de base, ce qui fait en sorte que leurs prix sont, de par leur nature, volatils et cycliques.

DESCRIPTION DES PRINCIPALES HYPOTHÈSES RELATIVES AU TEST DE BAISSÉ DE VALEUR (voir la Note 24 aux états financiers consolidés)

TAUX DE CROISSANCE

Les hypothèses utilisées sont basées sur le budget interne de la Société. Les revenus, les marges d'exploitation et les flux de trésorerie sont prévus sur une période de cinq ans et un taux de croissance perpétuel à long terme est appliqué par la suite. Pour bâtir ses prévisions, la Société a pris en compte l'expérience passée, les tendances économiques, telles que la croissance du produit intérieur brut et l'inflation, ainsi que les tendances du marché et de l'industrie.

TAUX D'ACTUALISATION

La Société utilise la méthode d'actualisation afin de déterminer ses flux de trésorerie futurs. Le taux d'actualisation représente le coût moyen pondéré du capital (CMPC) pour des entités comparables en activité dans des secteurs similaires à l'UGT, à un groupe d'UGT ou à un secteur isolable examiné sur la base de l'information publique accessible.

TAUX DE CHANGE

Pour estimer la juste valeur diminuée des coûts de la vente, les taux de change sont déterminés en utilisant les prévisions à moyen terme des banques pour les deux premières années de la prévision. Pour les trois années subséquentes, la Société utilise la moyenne des taux de change des cinq dernières années. Le taux de change terminal est basé sur les données historiques des 20 dernières années et ajusté afin de refléter la meilleure estimation de la direction.

Compte tenu de la sensibilité des principales hypothèses utilisées, il y a une incertitude liée à la mesure puisqu'un changement défavorable d'une seule hypothèse ou d'une combinaison d'hypothèses pourrait entraîner un changement significatif de la valeur comptable des actifs.

EXPÉDITIONS

Les hypothèses utilisées sont basées sur le budget interne de la Société pour la prochaine année et demeurent normalement inchangées pour les périodes prévisionnelles subséquentes. Lorsqu'elle établit ses expéditions budgétisées, la Société tient compte de l'expérience passée, des prévisions économiques ainsi que des tendances de l'industrie et du marché.

Compte tenu de la sensibilité des principales hypothèses utilisées, il y a une incertitude liée à la mesure puisqu'un changement défavorable d'une seule hypothèse ou d'une combinaison d'hypothèses pourrait entraîner un changement significatif de la valeur comptable des actifs.

B. IMPÔTS SUR LES RÉSULTATS

La Société doit évaluer les impôts sur les résultats pour chaque territoire où elle exerce ses activités, ce qui inclut la nécessité d'estimer une valeur pour les pertes d'impôt actuelles en fonction de l'évaluation par la Société de sa capacité à les utiliser en réduction du revenu imposable futur avant qu'elles n'expirent. Si l'évaluation de la Société de sa capacité à utiliser les pertes d'impôt s'avère inexacte dans l'avenir, plus ou moins de pertes d'impôt pourraient être comptabilisées comme des actifs, ce qui augmente ou diminue la charge d'impôts, et par conséquent, influence les résultats de la Société pour l'année concernée.

C. AVANTAGES DU PERSONNEL

La valeur actuelle de l'obligation au titre des prestations constituées est déterminée en actualisant les sorties de trésorerie futures estimées en utilisant les taux d'intérêt des obligations de sociétés de haute qualité qui sont libellées dans la monnaie dans laquelle les prestations seront versées et dont l'échéance est près des conditions des engagements de retraite liés.

Le coût des régimes de retraite et des avantages complémentaires de retraite gagnés par les employés est déterminé selon la méthode de répartition des prestations au prorata des années de service et selon les meilleures estimations de la direction à l'égard du rendement prévu des placements, de la progression des salaires, de l'âge de retraite des employés et des coûts prévus des soins de santé. L'obligation au titre des prestations constituées est évaluée en utilisant le taux d'intérêt du marché à la date d'évaluation. En raison de la nature à long terme de ces régimes, ces estimations sont sujettes à d'importantes incertitudes. Toutes les hypothèses sont revues annuellement.

JUGEMENT IMPORTANT UTILISÉ DANS L'APPLICATION DES POLITIQUES COMPTABLES

FILIALES ET PARTICIPATIONS COMPTABILISÉES SELON LA MÉTHODE DE LA MISE EN ÉQUIVALENCE

Une part de jugement importante est requise pour évaluer si la structure de certaines participations représente le contrôle, le contrôle conjoint ou une influence notable sur les activités de l'entreprise. L'évaluation de la direction du contrôle, du contrôle conjoint ou de l'influence notable sur l'entreprise déterminera le traitement comptable requis pour notre participation dans celle-ci. En 2016, la Société détenait une participation de 59,7 % dans une entreprise associée (Greenpac). La convention d'actionnaires de Greenpac exigeait une majorité de 80 % pour toutes décisions liées aux activités pertinentes de l'usine. Ainsi, la Société n'avait pas le pouvoir de diriger les activités pertinentes de Greenpac et cette dernière était considérée comme une entreprise associée. Le 4 avril 2017, Cascades et ses partenaires dans Greenpac Holding LLC (Greenpac) ont convenu de modifier la convention d'actionnaires. À la suite ces modifications, Cascades est désormais en mesure de diriger les activités pertinentes de Greenpac. Par conséquent, d'un point de vue comptable, Cascades a maintenant le contrôle de Greenpac ce qui a déclenché son acquisition réputée et la Société consolide intégralement Greenpac depuis le 4 avril 2017. Se référer aux Notes 5 et 8 des états financiers consolidés pour plus d'informations.

NOTE 5

REGROUPEMENT D'ENTREPRISES

2017

Coyle, usines de transformation d'emballage carton-caisse

Le 30 novembre 2017, le secteur emballage carton-caisse a acheté trois usines de transformation situées en Ontario et spécialisées dans la fabrication de boîtes et de produits spécialisés. La contrepartie totale a été de 30 M\$ et consistait en 25 M\$ en espèces, 1 M\$ en provision au 31 décembre 2017 pour les ajustements finaux de fonds de roulement et 4 M\$ de dettes assumées. L'excédent de la contrepartie sur la juste valeur de l'actif net acquis a occasionné un écart d'acquisition déductible d'impôt de 3 M\$ et a été affecté à l'UGT du secteur emballage carton-caisse. La transaction devrait créer des synergies puisqu'une part importante de leurs achats est réalisée auprès de Tencorr, coentreprise nouvellement acquise, qui a un accord d'approvisionnement avec Greenpac.

La juste valeur de 12 M\$ des comptes débiteurs est égale aux flux de trésorerie contractuels qui devraient tous être perçus.

L'allocation du prix d'acquisition est préliminaire au 31 décembre 2017.

Les actifs acquis et les passifs assumés sont constitués des éléments suivants :

(en millions de dollars canadiens)	2017	
	SECTEUR D'ACTIVITÉ :	EMBALLAGE CARTON-CAISSE
	ENTITÉ ACQUISE :	Usines Coyle
Justes valeurs des actifs identifiables acquis et des passifs assumés :		
Comptes débiteurs		12
Stocks		1
Immobilisations corporelles		10
Actifs incorporels à durée de vie limitée (liste de clients)		7
Écart d'acquisition		4
Actifs totaux		34
Comptes créditeurs et charges à payer		(4)
Partie à court terme de la dette à long terme		(1)
Dette à long terme		(3)
Actifs nets acquis		26
Contrepartie en espèces payée		25
Provision pour ajustement du fonds de roulement non payée		1
Contrepartie totale		26

Sur une base individuelle, l'entreprise acquise a contribué pour 4 M\$ aux ventes et a généré un bénéfice net attribuable aux actionnaires nul depuis la date d'acquisition. Si l'acquisition avait eu lieu le 1^{er} janvier 2017, les ventes consolidées auraient été de 4 369 M\$ alors que le bénéfice net consolidé attribuable aux actionnaires aurait été de 506 M\$ pour l'exercice terminé le 31 décembre 2017. Ces estimations sont fondées sur l'hypothèse que les ajustements de juste valeur qui ont été apportés à la date d'acquisition auraient été les mêmes si l'acquisition avait eu lieu le 1^{er} janvier 2017.

Greenpac Holding LLC

Le 4 avril 2017, Cascades et ses partenaires dans Greenpac Holding LLC (Greenpac) ont convenu de modifier la convention d'actionnaires. Avec ces modifications, Cascades est désormais en mesure de diriger les activités pertinentes de Greenpac. Par conséquent, d'un point de vue comptable, Cascades a maintenant le contrôle de Greenpac, ce qui déclenche son acquisition réputée, et la Société consolide intégralement Greenpac depuis le 4 avril 2017.

Il n'y a pas de contrepartie en espèces pour l'acquisition et il n'y a pas de changement de participation de chacun des partenaires dans Greenpac. La contrepartie transférée pour l'acquisition consistait en la juste valeur de notre participation dans Greenpac, déterminée selon la méthode du revenu, moins le passif net avec l'entité acquise qui s'est réglé au moment de la transaction. L'excédent de la contrepartie par rapport à la juste valeur nette des actifs acquis et des passifs assumés a entraîné un écart d'acquisition non déductible de 190 M\$ et a été affecté à l'UGT du secteur emballage carton-caisse. La consolidation permet à Cascades de mieux refléter sa présence sur le marché nord-américain du carton-caisse.

L'un des partenaires de Greenpac a une option de vente par laquelle il peut exiger des autres partenaires, ou de Greenpac elle-même, de racheter ses actions à un prix incluant un rendement prédéterminé sur son investissement. Selon les IFRS, cette option donne à la participation de cet actionnaire les caractéristiques d'un passif plus que d'un instrument de capitaux propres. Par conséquent, la participation de ce partenaire est classée au bilan d'acquisition dans la partie à court terme des autres passifs à sa juste valeur de 85 M\$.

Aux fins de la comptabilisation, la part de la Société dans Greenpac s'élevait à 82,83 % au 31 décembre 2017 (78,3 % pour la période du 4 avril au 30 novembre 2017). La propriété légale, pour sa part, est de 59,7 % et la Société ne comptabilise que les impôts sur 71,8 % des résultats avant impôts de Greenpac car il s'agit d'une société à responsabilité limitée (62,5 % pour la période du 4 avril au 30 novembre 2017). Voir la Note 8 pour plus de détails.

Le changement de contrôle déclenche la réévaluation de la participation antérieure à sa juste valeur marchande. Donc, un gain de 156 M\$ a été enregistré dans l'état des résultats consolidés du deuxième trimestre. Parallèlement au regroupement d'entreprises, notre part des autres éléments de la perte globale de Greenpac totalisant 4 M\$ et incluse dans notre bilan consolidé avant l'acquisition a été reclassée au bénéfice net. Ces deux éléments sont présentés au poste « Gain sur réévaluation à la juste valeur de placements » dans l'état des résultats consolidés.

La Société a renversé le passif d'impôt différé lié à son placement dans Greenpac et a enregistré un recouvrement d'impôts sur les résultats de 70 M\$. Notre investissement dans Greenpac est considéré comme la contrepartie transférée pour l'acquisition de Greenpac et, par conséquent, est comptabilisé comme une disposition réputée aux fins de la comptabilité fiscale.

Depuis son acquisition, Greenpac a contribué pour 200 M\$ aux ventes et a généré un bénéfice net attribuable aux actionnaires de 17 M\$. Si l'acquisition avait eu lieu le 1^{er} janvier 2017, les ventes consolidées auraient été de 4 392 M\$ tandis que le bénéfice net consolidé attribuable aux actionnaires aurait été approximativement le même puisque la Société enregistrerait précédemment sa part dans les résultats de Greenpac. Ces estimations sont fondées sur l'hypothèse que les ajustements de juste valeur qui ont été apportés à la date d'acquisition auraient été les mêmes si l'acquisition avait eu lieu le 1^{er} janvier 2017.

La juste valeur de 20 M\$ des comptes débiteurs est égale aux flux de trésorerie contractuels qui devraient tous être perçus.

L'allocation du prix d'achat de Greenpac a été finalisée au cours du troisième trimestre de 2017.

Les actifs acquis et les passifs assumés sont constitués des éléments suivants :

(en millions de dollars canadiens)	2017	
	SECTEUR D'ACTIVITÉ :	EMBALLAGE CARTON-CAISSE
	ENTITÉ ACQUISE :	Greenpac Holding LLC
Justes valeurs des actifs identifiables acquis et des passifs assumés :		
Trésorerie et équivalents de trésorerie		34
Comptes débiteurs		20
Stocks		23
Partie à court terme des actifs financiers		4
Immobilisations corporelles		512
Actifs financiers		16
Actifs incorporels à durée de vie limitée (liste de clients)		39
Écart d'acquisition		190
Actifs totaux		838
Comptes créditeurs et charges à payer		(39)
Partie à court terme de la dette à long terme		(15)
Partie à court terme des passifs financiers et autres passifs		(90)
Dette à long terme		(238)
Passifs financiers		(4)
Passifs d'impôt différé		(91)
Actifs net acquis		361
Part des actionnaires sans contrôle		(57)
		304
Contrepartie totale transférée		
Participation antérieure		187
Gain sur réévaluation de la participation antérieure au 4 avril 2017		156
Règlement du passif net avec l'entité acquise avant la transaction		(39)
		304

Le 30 novembre 2017, la Société a augmenté sa participation dans Containerboard Partners (Ontario) Inc. de 23 % à 53 % grâce à l'acquisition de 90 actions ordinaires pour une contrepartie en espèces de 15 M\$ US (19 M\$). La transaction permet d'augmenter de 3,6 % à 6,4 % la participation indirecte de la Société dans Greenpac. Puisqu'il n'y a pas d'autres activités dans Containerboard Partners (Ontario) Inc. que le placement dans Greenpac, la transaction est comptabilisée comme une acquisition d'actionnaires sans contrôle.

2016

Usine Rand-Whitney à Newtown

Le 31 mai 2016, le secteur de l'emballage carton-caisse de la Société a acquis de Rand-Whitney Container LLC son usine de cartonnage-ondulé située à Newtown, au Connecticut. Une contrepartie totale de 18 M\$ a été versée par la Société et consistait en 15 M\$ en espèces (12 M\$ US) et en certains actifs de son usine de cartonnage-ondulé, située à Thompson, au Connecticut, ayant une valeur de 3 M\$. L'excédent de la contrepartie versée sur la juste valeur nette des actifs acquis a occasionné un écart d'acquisition déductible d'impôt de 7 M\$ et est affecté à toutes les usines de transformation de l'UGT du secteur de l'emballage carton-caisse. Cette acquisition a créé des synergies.

L'allocation du prix d'acquisition a été finalisée au 30 septembre 2016.

Les actifs acquis sont constitués des éléments suivants :

(en millions de dollars canadiens)	2016	
	SECTEUR D'ACTIVITÉ :	EMBALLAGE CARTON-CAISSE
	ENTITÉ ACQUISE :	Usine Rand-Whitney à Newtown
Juste valeur des actifs acquis :		
Immobilisations corporelles		10
Liste de clients		1
Écart d'acquisition		7
		18
Contrepartie en espèces payée		15
Juste valeur des actifs échangés		3
Contrepartie totale		18

En plus du prix d'acquisition payé à Rand-Whitney, la Société a engagé des frais de transaction totalisant 1 M\$.

Newtown, sur une base individuelle, a contribué en 2016 pour 35 M\$ aux ventes et a généré un bénéfice net attribuable aux actionnaires nul depuis son acquisition. Si l'acquisition avait eu lieu le 1^{er} janvier 2016, les ventes consolidées auraient été plus élevées de 60 M\$ alors que le bénéfice net consolidé attribuable aux actionnaires serait demeuré le même pour l'exercice terminé le 31 décembre 2016. Ces estimations sont fondées sur l'hypothèse que les ajustements de juste valeur qui ont été apportés à la date d'acquisition auraient été les mêmes si l'acquisition avait eu lieu le 1^{er} janvier 2016.

NOTE 6

COMPTES DÉBITEURS

(en millions de dollars canadiens)	NOTE	2017	2016
Comptes débiteurs		526	465
Comptes débiteurs provenant des parties liées	28	35	39
Moins : Provision pour créances douteuses		(7)	(6)
Comptes débiteurs - nets		554	498
Provisions pour rabais-volume		(45)	(35)
Autres		54	61
		563	524

En date du 31 décembre 2017, des comptes débiteurs de 143 M\$ (31 décembre 2016 — 118 M\$) étaient en souffrance mais non dépréciés.

L'âge de ces comptes débiteurs à chaque date de divulgation est établi de la façon suivante :

(en millions de dollars canadiens)	2017	2016
Arriéré de 1-30 jours	73	69
Arriéré de 31-60 jours	30	22
Arriéré de 61-90 jours	10	8
Arriéré de 91 jours et plus	30	19
	143	118

Les mouvements de la provision pour créances douteuses de la Société s'établissent comme suit :

(en millions de dollars canadiens)	2017	2016
Solde au début de l'exercice	6	12
Provision pour créances douteuses, après déduction du solde de début inutilisé	2	(3)
Créances radiées au cours de l'exercice	(1)	(3)
Solde à la fin de l'exercice	7	6

La variation de la provision pour créances douteuses a été incluse dans les « Frais de vente et d'administration » dans l'état des résultats consolidés.

L'exposition maximale au risque de crédit à la date de divulgation se rapproche de la valeur comptable de chaque catégorie de créances mentionnées ci-dessus.

NOTE 7 STOCKS

(en millions de dollars canadiens)	2017	2016
Produits finis	249	219
Matières premières	124	107
Fournitures de production et pièces de rechange	150	134
	523	460

Au 31 décembre 2017, les produits finis, les matières premières et les fournitures de production et pièces de rechange ont été ajustés à la valeur de réalisation nette (VRN) pour 8 M\$, 1 M\$ et nulle respectivement (31 décembre 2016 — 7 M\$, nulle et nulle). Au 31 décembre 2017, la valeur comptable des stocks évalués à la VRN est de 14 M\$ pour les stocks de produits finis, nulle pour les stocks de matières premières et nulle pour les fournitures de production et pièces de rechange (31 décembre 2016 — 9 M\$, nulle et nulle).

La Société a vendu tous les produits finis qui étaient dépréciés en 2017. En 2017 et en 2016, la Société n'a pas renversé d'ajustement de VRN précédemment enregistré sur des stocks. Le coût de matières premières, fournitures de production et pièces de rechange inclus dans le « Coût des produits vendus » s'élevaient à 1 751 M\$ (1 612 M\$ en 2016).

NOTE 8

PARTICIPATIONS DANS DES ENTREPRISES ASSOCIÉES ET DES COENTREPRISES

A. LES PARTICIPATIONS DANS DES ENTREPRISES ASSOCIÉES ET DES COENTREPRISES SE DÉTAILLENT COMME SUIT :

(en millions de dollars canadiens)	2017	2016
Participations dans des entreprises associées	16	281
Participations dans des coentreprises	62	54
	78	335

Les participations dans des entreprises associées et des coentreprises au 31 décembre 2017 incluent des écarts d'acquisition de 3 M\$ (31 décembre 2016 — 28 M\$).

B. PARTICIPATIONS DANS DES ENTREPRISES ASSOCIÉES

Voici les principales entreprises associées de la Société :

Boralex

Le 18 janvier 2017, Boralex a émis des actions ordinaires pour financer partiellement l'acquisition de la participation d'Enercon Canada Inc. dans le parc éolien *Niagara Region Wind Farm*. Notre participation dans l'actionnariat de Boralex a diminué pour s'établir à 17,37 %, occasionnant pour la Société un gain sur dilution de 15 M\$ qui est présenté au poste « Part des résultats des entreprises associées et des coentreprises » dans l'état des résultats consolidés.

Le 10 mars 2017, Boralex a annoncé la nomination d'un nouveau président du conseil d'administration. Cette modification de la composition du conseil combinée à la diminution de notre participation discutée ci-dessus a entraîné la perte d'influence notable de la Société sur Boralex. Depuis le 10 mars 2017, l'investissement dans Boralex était considéré comme un actif financier disponible à la vente, présenté dans les « Autres actifs », et non comme une participation dans une entreprise associée. Par conséquent, notre investissement dans Boralex a été réévalué à la juste valeur le 10 mars 2017, et nous avons enregistré un gain de 155 M\$. Parallèlement, les autres éléments de la perte globale de Boralex, totalisant 10 M\$ et inclus dans notre bilan consolidé, ont été reclassés au bénéfice net. Ces deux éléments sont présentés au poste « Gain sur réévaluation à la juste valeur de placements » dans l'état des résultats consolidés. La réévaluation ultérieure de la juste valeur de ce placement a été comptabilisée dans le « Cumul des autres éléments du résultat global ».

Le 27 juillet 2017, Cascades a annoncé la vente de la totalité de ses actions dans Boralex à la Caisse de dépôt et placement du Québec pour un montant de 288 M\$. L'augmentation de la juste valeur de 18 M\$ du 10 mars au 27 juillet 2017 comptabilisée dans le « Cumul des autres éléments du résultat global » a été matérialisée au troisième trimestre et la Société a enregistré un gain de 18 M\$ présenté au poste « Gain sur réévaluation à la juste valeur de placements » dans l'état des résultats consolidés. Pendant que Boralex était considérée comme un actif financier disponible à la vente, la Société a également reçu 2 M\$ en dividendes.

Greenpac Holding LLC

Le 4 avril 2017, la Société a pris le contrôle de son associée Greenpac, déclenchant son acquisition du point de vue comptable. Voir la Note 5 pour plus de détails.

Le 21 mars 2017, la Société a acquis 23 % de Containerboard Partners (Ontario) Inc. pour une contrepartie de 12 M\$ US (16 M\$). Cette société est membre de Greenpac Holding LLC dont elle détient 12,1 %. Le 30 novembre 2017, la Société a acquis une participation additionnelle de 30 % de Containerboard Partners (Ontario) Inc. pour une contrepartie de 19 M\$. Ces transactions ajoutent une participation indirecte de 6,4 % dans Greenpac Holding LLC, la part des résultats de la Société comprend maintenant 66,1 % du bénéfice net de Greenpac. Toutefois, conformément à l'acquisition réputée de Greenpac décrite ci-dessus, notre quote-part des résultats de Containerboard Partners (Ontario) Inc. relativement à Greenpac est renversée aux fins de la consolidation.

Le 6 mai 2016, la Société a annoncé que son entreprise associée Greenpac, située à Niagara Falls, dans l'État de New York, a procédé avec succès au refinancement de sa dette bancaire. Celui-ci renferme un prêt à terme et une facilité de crédit bancaire rotatif. Cette entente, d'une durée de cinq ans, permettra de réduire les coûts de financement d'approximativement 225 points de base, permettant ainsi davantage de flexibilité pour faire face aux aléas futurs des marchés.

Les données financières (100 %) des principales entités associées de la Société, converties en millions de dollars canadiens si nécessaire, se détaillent comme suit :

	2017		2016	
(en millions de dollars canadiens)	BORALEX INC. (résultats jusqu'au 10 mars 2017)	GREENPAC HOLDING LLC (résultats jusqu'au 4 avril 2017)	BORALEX INC.	GREENPAC HOLDING LLC
Bilan condensé				
Trésorerie et équivalents de trésorerie	S.O.	S.O.	100	28
Actifs à court terme (autres que la trésorerie et équivalents de trésorerie et les actifs financiers à court terme)	S.O.	S.O.	288	103
Actifs financiers à court terme	S.O.	S.O.	1	1
Actifs à long terme (autres que les actifs financiers à long terme)	S.O.	S.O.	2 311	513
Actifs financiers à long terme	S.O.	S.O.	2	11
Passifs à court terme (autres que les passifs financiers à court terme)	S.O.	S.O.	131	41
Passifs financiers à court terme	S.O.	S.O.	321	19
Passifs à long terme (autres que les passifs financiers à long terme)	S.O.	S.O.	131	—
Passifs financiers à long terme	S.O.	S.O.	1 605	251
Résultats condensés				
Ventes	96	99	299	340
Amortissement	31	7	116	28
Frais de financement	19	3	76	27
Charge (recouvrement) d'impôts sur les résultats	6	—	(9)	—
Bénéfice net	13	9	2	22
Résultat global				
Écarts de conversion	1	—	(12)	—
Couverture de flux de trésorerie	(1)	1	—	4
	—	1	(12)	4
Résultat global total	13	10	(10)	26
Flux de trésorerie condensés				
Dividendes reçus des entreprises associées	2	—	7	—

La participation dans Boralex Inc. avait une juste valeur marchande de 252 M\$ au 31 décembre 2016.

C. PARTICIPATIONS DANS DES COENTREPRISES

Voici les principales coentreprises de la Société ainsi que le pourcentage des actions qu'elle en détient :

	POURCENTAGE D'ACTIONS DÉTENUES (%)	PRINCIPAL LIEU D'AFFAIRES
Cascades Sonoco US Inc. ¹	50	Birmingham, Alabama et Tacoma, Washington, États-Unis
Cascades Sonoco inc. ¹	50	Kingsey Falls et Berthierville, Québec, Canada
Maritime Paper Products Limited Partnership (MPPLP) ²	40	Dartmouth, Nouvelle-Écosse, Canada
Tencorr Holdings Corporation ³	33,3	Brampton, Ontario, Canada

¹ Ces coentreprises fabriquent toutes des produits d'emballage en papier tels que les en-têtes et les rouleaux.

² MPPLP est une entreprise canadienne de transformation de carton-caisse.

³ Tencorr Holdings Corporation est un fournisseur de papier ondulé.

Tencorr Holdings Corporation

Le 30 novembre 2017, la Société a acquis 33,3 % des actions en circulation de Tencorr Holdings Corporation (Tencorr), un fabricant de papier ondulé, pour une contrepartie de 5 M\$, dont 3 M\$ est à payer au 31 décembre 2017. Tencorr est considérée comme une coentreprise et, par conséquent, notre quote-part des résultats est comptabilisée selon la méthode de la mise en équivalence.

Voici les données (100 %) sur les principales coentreprises de la Société, converties en millions de dollars canadiens si nécessaire :

2017

(en millions de dollars canadiens)	CASCADES SONOCO US INC.	CASCADES SONOCO INC.	MARITIME PAPER PRODUCTS LIMITED PARTNERSHIP	TENCCORR HOLDINGS CORPORATION
Bilan condensé				
Actifs à court terme (autres que la trésorerie et équivalents de trésorerie et les actifs financiers à court terme)	30	28	25	20
Actifs à long terme (autres que les actifs financiers à long terme)	31	17	28	12
Passifs à court terme (autres que les passifs financiers à court terme)	10	6	4	14
Passifs financiers à court terme	2	1	1	5
Passifs à long terme (autres que les passifs financiers à long terme)	4	3	—	—
Passifs financiers à long terme	14	3	4	1
Résultats condensés				
Ventes	119	96	102	111
Amortissement	2	2	2	2
Frais de financement	1	—	—	—
Charge d'impôts sur les résultats	1	1	—	—
Bénéfice net	8	4	7	1
Résultat global				
Écarts de conversion	(2)	—	—	—
Résultat global total	6	4	7	1
Flux de trésorerie condensés				
Dividendes reçus des coentreprises	4	1	1	—

(en millions de dollars canadiens)	CASCADES SONOCO US INC.	CASCADES SONOCO INC.	MARITIME PAPER PRODUCTS LIMITED PARTNERSHIP
Bilan condensé			
Trésorerie et équivalents de trésorerie	5	3	3
Actifs à court terme (autres que la trésorerie et équivalents de trésorerie et les actifs financiers à court terme)	26	23	20
Actifs à long terme (autres que les actifs financiers à long terme)	16	18	28
Passifs à court terme (autres que les passifs financiers à court terme)	9	9	6
Passifs financiers à court terme	1	—	1
Passifs à long terme (autres que les passifs financiers à long terme)	4	3	—
Passifs financiers à long terme	1	1	5
Résultats condensés			
Ventes	119	88	96
Amortissement	2	2	2
Frais de financement	1	—	1
Charge d'impôts sur les résultats	4	2	—
Bénéfice net	9	6	8
Résultat global			
Écarts de conversion	(1)	—	—
Résultat global total	8	6	8
Flux de trésorerie condensés			
Dividendes reçus des coentreprises	4	4	—

Il n'y a pas de passifs éventuels relativement à la participation de la Société dans les coentreprises ni aucun passif éventuel dans les entreprises elles-mêmes.

D. FILIALES AVEC PART D'ACTIONNAIRES SANS CONTRÔLE

Voici les données relatives aux filiales de la Société ayant une part d'actionnaires sans contrôle significative :

	2017		2016
(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	RENO DE MEDICI S.p.A.	GREENPAC HOLDING LLC (depuis le 4 avril 2017)	RENO DE MEDICI S.p.A.
Principal lieu d'affaires	Milan, Italie	New York, États-Unis	Milan, Italie
Pourcentage d'actions détenues par les actionnaires sans contrôle (base comptable)	42,18 %	17,17 %	42,30 %
Bénéfice net attribuable aux actionnaires sans contrôle	9	5	2
Participation des actionnaires sans contrôle cumulée à la fin de l'exercice	105	42	90
Dividendes versés aux actionnaires sans contrôle	1	4	1
Bilan condensé			
Trésorerie et équivalents de trésorerie	29	38	41
Actifs à court terme (autres que la trésorerie et équivalents de trésorerie et les actifs financiers à court terme)	254	100	231
Actifs financiers à court terme	—	3	—
Actifs à long terme (autres que les actifs financiers à long terme)	335	568	299
Actifs financiers à long terme	—	14	—
Passifs à court terme (autres que les passifs financiers à court terme)	195	31	178
Passifs financiers à court terme	30	106	23
Passifs à long terme (autres que les passifs financiers à long terme)	72	—	68
Passifs financiers à long terme	67	209	82
Résultats condensés			
Ventes	838	278	702
Amortissement	33	22	32
Charge d'impôts sur les résultats	9	—	5
Bénéfice net	21	21	5
Flux de trésorerie condensés			
Flux de trésorerie générés par les activités d'exploitation	49	39	56
Flux de trésorerie utilisés par les activités d'investissement	(48)	(3)	(39)
Flux de trésorerie utilisés par les activités de financement	(17)	(30)	(9)

E. PARTICIPATIONS DANS DES ENTREPRISES ASSOCIÉES ET DES COENTREPRISES NON SIGNIFICATIVES

La valeur comptable des placements dans les entités associées et les coentreprises non significatives pour la Société se détaille comme suit :

(en millions de dollars canadiens)	2017	2016
Entités associées non significatives	16	17
Coentreprises non significatives	16	14
	32	31

La quote-part des résultats dans les entités associées et les coentreprises non significatives pour la Société se détaille comme suit :

(en millions de dollars canadiens)	2017	2016
Entités associées non significatives	1	2
Coentreprises non significatives	3	4
	4	6

La Société a reçu un montant de 2 M\$ en dividendes de ses entreprises associées et ses coentreprises au 31 décembre 2017 (31 décembre 2016— 3 M\$).

NOTE 9

IMMOBILISATIONS CORPORELLES

(en millions de dollars canadiens)	NOTE	TERRAINS	BÂTIMENTS	MATÉRIEL ET OUTILLAGE	MATÉRIEL ROULANT	AUTRES	TOTAL
Au 1^{er} janvier 2016							
Coût		113	717	2 675	104	289	3 898
Amortissement cumulé et baisse de valeur		2	351	1 722	67	131	2 273
Valeur comptable nette		111	366	953	37	158	1 625
Exercice terminé le 31 décembre 2016							
Montant net au début		111	366	953	37	158	1 625
Acquisitions		—	5	45	25	131	206
Cessions		(1)	—	(1)	—	(3)	(5)
Amortissement		—	(28)	(116)	(13)	(13)	(170)
Regroupement d'entreprises, après déduction des actifs transférés	5	1	7	—	—	—	8
Reprise (baisse) de valeur	24	—	2	(3)	—	(2)	(3)
Autres		1	39	55	6	(98)	3
Écarts de conversion		(2)	(4)	(22)	—	(1)	(29)
Montant net à la fin		110	387	911	55	172	1 635
Au 31 décembre 2016							
Coût		110	740	2 553	126	299	3 828
Amortissement cumulé et baisse de valeur		—	353	1 642	71	127	2 193
Valeur comptable nette		110	387	911	55	172	1 635
Exercice terminé le 31 décembre 2017							
Montant net au début		110	387	911	55	172	1 635
Acquisitions		11	6	24	18	148	207
Cessions		(3)	(2)	(1)	(1)	(1)	(8)
Amortissement		—	(31)	(132)	(15)	(11)	(189)
Regroupement d'entreprises	5	7	90	397	1	27	522
Actifs détenus en vue de la vente	29	(1)	(8)	—	—	(4)	(13)
Baisse de valeur	24	—	—	—	—	(2)	(2)
Autres		(1)	48	84	1	(133)	(1)
Écarts de conversion		1	(11)	(29)	(1)	(7)	(47)
Montant net à la fin		124	479	1 254	58	189	2 104
Au 31 décembre 2017							
Coût		124	824	2 966	140	311	4 365
Amortissement cumulé et baisse de valeur		—	345	1 712	82	122	2 261
Valeur comptable nette		124	479	1 254	58	189	2 104

Les autres immobilisations corporelles incluent des bâtiments ainsi que du matériel et de l'outillage en cours de construction ou d'installation ayant une valeur comptable de 81 M\$ (90 M\$ au 31 décembre 2016) et des dépôts pour l'achat de matériel et d'outillage s'élevant à 18 M\$ (7 M\$ au 31 décembre 2016). La valeur comptable des immobilisations liées à des contrats de location-financement est de 31 M\$ (24 M\$ au 31 décembre 2016).

En 2017, 2 M\$ (2 M\$ en 2016) d'intérêts engagés sur les actifs admissibles ont été capitalisés. Le coût moyen pondéré du capital sur les fonds empruntés était de 5,56 % en 2017 (5,56 % en 2016).

NOTE 10

ÉCARTS D'ACQUISITION ET AUTRES ACTIFS INCORPORELS À DURÉE DE VIE LIMITÉE ET ILLIMITÉE

(en millions de dollars canadiens)	NOTE	LOGICIELS ET PROGICIEL	LISTES ET RELATIONS AVEC LES CLIENTS	AUTRES ACTIFS INCORPORELS À DURÉE DE VIE LIMITÉE	TOTAL DES ACTIFS INCORPORELS À DURÉE DE VIE LIMITÉE	ÉCART D'ACQUISITION	AUTRES ACTIFS INCORPORELS À DURÉE DE VIE ILLIMITÉE	TOTAL DES ACTIFS INCORPORELS À DURÉE DE VIE ILLIMITÉE
Au 1^{er} janvier 2016								
Coût		110	170	35	315	343	8	351
Amortissement cumulé et baisse de valeur		34	78	29	141	4	1	5
Valeur comptable nette		76	92	6	174	339	7	346
Exercice terminé le 31 décembre 2016								
Montant net au début		76	92	6	174	339	7	346
Additions		17	—	—	17	—	—	—
Regroupement d'entreprises	5	—	1	—	1	7	—	7
Amortissement		(10)	(9)	(3)	(22)	—	—	—
Autres		—	—	1	1	—	(1)	(1)
Écarts de conversion		—	—	—	—	(2)	—	(2)
Montant net à la fin		83	84	4	171	344	6	350
Au 31 décembre 2016								
Coût		126	171	35	332	349	7	356
Amortissement cumulé et baisse de valeur		43	87	31	161	5	1	6
Valeur comptable nette		83	84	4	171	344	6	350
Exercice terminé le 31 décembre 2017								
Montant net au début		83	84	4	171	344	6	350
Additions		24	—	—	24	—	—	—
Regroupement d'entreprises	5	—	46	—	46	194	—	194
Amortissement		(13)	(11)	(2)	(26)	—	—	—
Écarts de conversion		—	(3)	—	(3)	(17)	1	(16)
Montant net à la fin		94	116	2	212	521	7	528
Au 31 décembre 2017								
Coût		150	208	32	390	523	7	530
Amortissement cumulé et baisse de valeur		56	92	30	178	2	—	2
Valeur comptable nette		94	116	2	212	521	7	528

NOTE 11

AUTRES ACTIFS

(en millions de dollars canadiens)	NOTE	2017	2016
Effets à recevoir relatifs aux cessions d'entreprises		6	9
Autres placements		7	5
Autres actifs		30	27
Avantages du personnel	16	37	46
		80	87
Moins : Partie à court terme incluse dans les comptes débiteurs		(6)	(15)
		74	72

Les revenus reportés pour la supervision de Greenpac Mill totalisant 12 M\$ au 31 décembre 2016 sont nuls à la fin 2017. En effet, 1 M\$ a été encaissé avant l'acquisition de Greenpac tel que décrit à la Note 5 tandis que le solde de 11 M\$ a été radié car les flux de trésorerie futurs prévus liés à cet actif ne se réaliseront pas sur une base consolidée à la suite de l'acquisition de Greenpac.

En décembre 2017, la Société a effectué un dépôt de 10 M€ (15 M\$) pour l'acquisition de PAC Service S.p.A dans le secteur de carton plat Europe. Voir la Note 29 pour plus de détails.

NOTE 12

COMPTES CRÉDITEURS ET CHARGES À PAYER

(en millions de dollars canadiens)	NOTE	2017	2016
Comptes créditeurs		488	472
Comptes à payer à des parties liées	28	7	44
Frais courus		143	145
		638	661

NOTE 13

PROVISIONS POUR ÉVENTUALITÉS ET CHARGES

(en millions de dollars canadiens)	OBLIGATIONS LIÉES À LA RESTAURATION ENVIRONNEMENTALE	COÛTS ENVIRONNEMENTAUX	CRÉANCES LÉGALES	INDEMNITÉS DE DÉPART	CONTRATS DÉFICITAIRES	AUTRES	PROVISIONS TOTALES
Solde au 1^{er} janvier 2016	9	14	3	2	5	6	39
Provisions additionnelles	—	5	1	7	3	4	20
Renversement de la provision	—	(1)	—	—	(1)	—	(2)
Paielements	(3)	(2)	(1)	(6)	(1)	(3)	(16)
Réévaluation	2	—	—	—	—	—	2
Solde au 31 décembre 2016	8	16	3	3	6	7	43
Provisions additionnelles	(1)	—	2	5	—	2	8
Paielements	—	—	(1)	(5)	(3)	(2)	(11)
Autres	—	—	—	—	—	3	3
Solde au 31 décembre 2017	7	16	4	3	3	10	43

Analyse de la provision totale :

(en millions de dollars canadiens)	2017	2016
Long terme	36	34
Court terme	7	9
	43	43

OBLIGATIONS LIÉES À LA RESTAURATION ENVIRONNEMENTALE

La Société utilise certains sites d'enfouissement. Une provision a été constatée à la juste valeur pour les coûts qui devront être engagés à la restructuration de ces sites.

COÛTS ENVIRONNEMENTAUX

Une provision environnementale est comptabilisée lorsque la Société a une obligation qui a été provoquée par ses activités poursuivies ou abandonnées.

CRÉANCES LÉGALES

Dans le cours normal des affaires, la Société prend part à diverses actions en justice et éventualités relativement à des litiges contractuels et des questions liées au travail.

Également, dans le cours normal de ses activités, la Société fait l'objet de diverses poursuites et d'éventualités liées surtout à des différends contractuels, à des réclamations au titre de l'environnement et de la garantie de produits ainsi qu'à des problèmes de main-d'œuvre. Bien qu'il soit impossible de prédire avec certitude l'issue des poursuites non réglées ou en suspens au 31 décembre 2017, la direction est d'avis que leur règlement n'aura pas d'effets importants sur la situation financière consolidée de la Société, ses résultats ou ses flux de trésorerie consolidés.

La Société travaille actuellement avec des représentants du ministère de l'Environnement de l'Ontario (MEO) - région du Nord et Environnement Canada - Fonds de durabilité des Grands Lacs à Toronto, relativement à toute responsabilité éventuelle que pourrait encourir la Société concernant une situation environnementale établie sur le site de son ancienne usine de Thunder Bay. Le MEO et Environnement Canada ont demandé que la Société se penche sur un plan de gestion de qualité du sédiment adjacent aux étangs aérés de l'usine. Plusieurs réunions ont eu lieu au cours des dernières années avec le MEO et Environnement Canada et un plan de gestion établi sur le dragage des sédiments a été proposé par une tierce partie. Les deux paliers de gouvernement analysent cette proposition avec les parties impliquées afin de s'entendre sur ce plan d'action qui serait mis en œuvre au cours des prochaines années.

La Société est aussi en pourparlers avec des représentants du MEO, en ce qui concerne sa responsabilité potentielle relativement à un impact environnemental décelé à son ancienne usine de Thunder Bay, vendue à Thunder Bay Fine Papers Inc. (Fine Papers) en 2007. Fine Papers a depuis vendu l'usine à Superior Fine Papers (Superior). Le MEO a demandé que la Société ainsi que l'ancien propriétaire, Fine Papers, et le propriétaire actuel, Superior, présentent un plan de fermeture pour le site d'enfouissement des déchets et un plan pour la fermeture et la surveillance à long terme du réseau d'égouts (les plans). Bien que la Société reconnaisse qu'à la suite d'événements passés, il pourrait y avoir une sortie de ressources représentatives d'avantages économiques futurs en règlement d'une obligation éventuelle, il n'est pas possible à ce moment d'estimer l'obligation de la Société puisque Superior n'a pas soumis tous les plans et les coûts connexes qui permettraient à la Société de procéder à une évaluation. En outre, la Société n'a pas accès au site et est incapable de déterminer la valeur des actifs restants sur son ancien site qui pourraient être utilisés pour financer cette responsabilité potentielle. La Société poursuit tous les recours juridiques disponibles pour résoudre la situation. Dans tous les cas, la direction considère que cette obligation potentielle de la Société n'est pas significative.

La Société a enregistré une provision environnementale pour couvrir sa portion estimée d'exposition relativement à ces cas.

NOTE 14

DETTE À LONG TERME

(en millions de dollars canadiens)	NOTE	ÉCHÉANCE	2017	2016
Crédit bancaire rotatif, portant intérêt à un taux moyen pondéré de 3,39 % au 31 décembre 2017 et se composant de 5 M\$ et 151 M\$ US (31 décembre 2016 — (19) M\$; 82 M\$ US et (1) M€)	14(b)	2021	195	90
Billets subordonnés non garantis de 250 M\$, portant intérêt au taux de 5,50 %		2021	250	250
Billets subordonnés non garantis de 400 M\$ US, portant intérêt au taux de 5,50 % (31 décembre 2016 — 550 M\$ US)	14(a)	2022	503	738
Billets subordonnés non garantis de 200 M\$ US, portant intérêt au taux de 5,75 % (31 décembre 2016 — 250 M\$ US)	14(a)	2023	252	336
Autres emprunts de filiales			66	62
Autres emprunts sans recours contre la Société			320	105
			1 586	1 581
Moins : Frais de financement non amortis			10	15
Total de la dette à long terme			1 576	1 566
Moins :				
Partie à court terme des emprunts de filiales			14	13
Partie à court terme des emprunts sans recours contre la Société			45	23
			59	36
			1 517	1 530

- Le 12 décembre 2017, la Société a racheté 150 M\$ US de ses billets subordonnés non garantis au taux de 5,50 % échéant en 2022 pour une contrepartie de 156 M\$ US (201 M\$) et 50 M\$ US de ses billets subordonnés non garantis au taux de 5,75 % échéant en 2023 pour une contrepartie de 52 M\$ US (67 M\$) incluant des primes de 6 M\$ US (8 M\$) et 2 M\$ US (3 M\$). La Société a également radié 3 M\$ de frais de financement non amortis relativement à ces billets.
- Le 1^{er} juin 2017, la Société a conclu un accord avec ses prêteurs pour prolonger et amender son crédit bancaire rotatif de 750 M\$. Selon les termes de l'amendement, l'échéance de la facilité a été repoussée jusqu'en juillet 2021. Les conditions financières existantes sont demeurées essentiellement inchangées.
- Au 31 décembre 2017, les comptes débiteurs et les stocks totalisant environ 748 M\$ (31 décembre 2016 — 715 M\$) ainsi que les immobilisations corporelles totalisant environ 237 M\$ (31 décembre 2016 — 250 M\$) ont été donnés en garantie du crédit bancaire rotatif.

d. À la suite du regroupement d'entreprises avec Greenpac, tel que décrit à la Note 5, la partie à court terme des emprunts et la dette à long terme ont augmenté respectivement de 15 M\$ et de 235 M\$ le 4 avril 2017 (déduction faite du règlement d'une dette interne de 3 M\$ avec Cascades avant la transaction).

e. La Société a des contrats de location-financement pour différents biens et immobilisations corporelles. Les renouvellements et les options d'achat sont spécifiques à l'entité qui détient le bail. L'obligation découlant des contrats de location-financement est garantie du fait que les droits de l'actif loué reviennent au bailleur en cas de défaut.

Les paiements minimaux au titre de la location-financement et la valeur actualisée des paiements nets minimaux se détaillent comme suit :

(en millions de dollars canadiens)	2017		2016	
	PAIEMENTS MINIMAUX	VALEUR ACTUALISÉE DES PAIEMENTS	PAIEMENTS MINIMAUX	VALEUR ACTUALISÉE DES PAIEMENTS
Moins d'un an	11	9	8	7
Plus d'un an mais moins de cinq ans	22	18	19	15
Plus de cinq ans	6	6	7	6
Total des paiements minimaux exigibles	39	33	34	28
Moins : les montants représentant des frais de financement	6	—	6	—
Valeur actualisée des paiements minimaux au titre de la location	33	33	28	28

NOTE 15 AUTRES PASSIFS

(en millions de dollars canadiens)	NOTE	2017	2016
Avantages du personnel	16	174	174
Option de vente d'un partenaire de Greenpac (voir Note 5 pour plus de détails)		80	—
Autres		6	8
		260	182
Moins : Partie à court terme		(82)	(4)
		178	178

NOTE 16 AVANTAGES DU PERSONNEL

La Société offre divers régimes d'avantages postérieurs à l'emploi, y compris des régimes de retraite à prestations et à cotisations déterminées, des allocations de retraite et des régimes collectifs d'assurance vie ainsi que de soins médicaux et dentaires. Le tableau qui suit fait état des postes et des sections des états financiers consolidés dans lesquels les montants et activités liés aux avantages postérieurs à l'emploi sont inclus.

(en millions de dollars canadiens)	NOTE	2017	2016
Obligations inscrites au bilan consolidé au titre des :			
Régimes de retraite à prestations déterminées	16(a)	36	22
Régimes d'avantages postérieurs à l'emploi autres que les régimes de retraite à prestations déterminées	16(b)	101	106
Passifs nets à long terme inscrits au bilan consolidé		137	128
Charges comptabilisées en résultat net au titre des éléments suivants :			
Régimes de retraite à prestations déterminées		7	7
Régimes de retraite à cotisations déterminées		21	20
Régimes d'avantages postérieurs à l'emploi autres que les régimes de retraite à prestations déterminées		4	5
		32	32
Réévaluations au titre des :			
Régimes de retraite à prestations déterminées	16(a)	14	(13)
Régimes d'avantages postérieurs à l'emploi autres que les régimes de retraite à prestations déterminées	16(b)	(1)	2
		13	(11)

A. RÉGIMES DE RETRAITE À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

La Société offre des régimes de retraite à prestations déterminées, capitalisés et non capitalisés, des régimes à cotisations déterminées ainsi que des REER collectifs, qui prévoient, pour la plupart de ses employés, le paiement de prestations de retraite. Les régimes de retraite à prestations déterminées sont habituellement contributifs et fondés sur le nombre d'années de service et, dans la plupart des cas, sur la moyenne de la rémunération de fin de carrière. Les prestations de retraite ne font pas l'objet d'une indexation en fonction de l'inflation.

La majeure partie des paiements de prestations sont effectués à partir de fonds administrés par des gardiens de valeurs mais, dans le cas des régimes sans capitalisation, la Société assume les obligations au titre du versement des prestations lorsqu'elles deviennent exigibles. Les actifs des régimes détenus en fiducie sont régis par la réglementation locale et les pratiques en usage dans chaque pays. La responsabilité de ces régimes - soit la supervision de tous les aspects du régime, y compris les décisions de placement et l'établissement des calendriers de cotisations - incombe à la Société. La Société a mis sur pied des comités de placements et a retenu les services d'experts professionnels indépendants d'expérience, notamment des gestionnaires de placement, des conseillers en investissement, des actuaires et des gardiens de valeurs pour l'aider à gérer les régimes.

Les variations de l'obligation au titre des prestations déterminées et de la juste valeur des actifs des régimes de retraite se sont établies comme suit au cours de l'exercice :

(en millions de dollars canadiens)	VALEUR ACTUALISÉE DE L'OBLIGATION	JUSTE VALEUR DES ACTIFS DE RÉGIMES	TOTAL	EFFET DES EXIGENCES DE FINANCEMENT MINIMAL (DE LA LIMITATION AU PLAFOND DE L'ACTIF)	TOTAL
Au 1^{er} janvier 2016	484	(454)	30	6	36
Coût des services rendus	5	—	5	—	5
Charge (produit) d'intérêts	18	(16)	2	—	2
Incidence sur le résultat net	23	(16)	7	—	7
Réévaluations					
Rendement des actifs des régimes, à l'exclusion des montants inclus dans la charge (le produit) d'intérêts	—	(9)	(9)	—	(9)
Perte découlant des changements dans les hypothèses financières	11	—	11	—	11
Gains liés à l'expérience	(9)	—	(9)	—	(9)
Changement du plafond de l'actif, en excluant les montants inclus dans la charge d'intérêts	—	—	—	(6)	(6)
Incidence des réévaluations sur les autres éléments du résultat global	2	(9)	(7)	(6)	(13)
Écarts de conversion	(1)	—	(1)	—	(1)
Cotisations					
Employeurs	—	(7)	(7)	—	(7)
Participants aux régimes	2	(2)	—	—	—
Prestations versées	(28)	28	—	—	—
Au 31 décembre 2016	482	(460)	22	—	22
Coût des services rendus	5	—	5	—	5
Charge (produit) d'intérêts	17	(15)	2	—	2
Incidence sur le résultat net	22	(15)	7	—	7
Réévaluations					
Rendement des actifs des régimes, à l'exclusion des montants inclus dans la charge (le produit) d'intérêts	—	(14)	(14)	—	(14)
Perte découlant de changements dans les hypothèses démographiques	2	—	2	—	2
Perte découlant des changements dans les hypothèses financières	14	—	14	—	14
Pertes liées à l'expérience	12	—	12	—	12
Incidence des réévaluations sur les autres éléments du résultat global	28	(14)	14	—	14
Écarts de conversion	1	—	1	—	1
Cotisations					
Employeurs	—	(8)	(8)	—	(8)
Participants aux régimes	2	(2)	—	—	—
Prestations versées	(27)	27	—	—	—
Au 31 décembre 2017	508	(472)	36	—	36

Le tableau qui suit présente une répartition par pays et par secteur de l'obligation au titre des prestations déterminées et des actifs des régimes :

2017				
(en millions de dollars canadiens)	CANADA	ÉTATS-UNIS	EUROPE	TOTAL
Valeur actualisée des obligations capitalisées	433	10	—	443
Juste valeur des actifs des régimes	466	6	—	472
Déficit (excédent) des régimes capitalisés	(33)	4	—	(29)
Valeur actualisée des obligations non capitalisées	37	—	28	65
Passifs inscrits au bilan consolidé	4	4	28	36

2017						
(en millions de dollars canadiens)	CARTON-CAISSE	CARTON PLAT EUROPE	PRODUITS SPÉCIALISÉS	PAPIERS TISSU	CORPORATIF	TOTAL
Valeur actualisée des obligations capitalisées	405	—	—	37	1	443
Juste valeur des actifs des régimes	437	—	—	34	1	472
Déficit (excédent) des régimes capitalisés	(32)	—	—	3	—	(29)
Valeur actualisée des obligations non capitalisées	8	28	2	2	25	65
Passifs (actifs) inscrits au bilan consolidé	(24)	28	2	5	25	36

2016				
(en millions de dollars canadiens)	CANADA	ÉTATS-UNIS	EUROPE	TOTAL
Valeur actualisée des obligations capitalisées	411	10	—	421
Juste valeur des actifs des régimes	454	6	—	460
Déficit (excédent) des régimes capitalisés	(43)	4	—	(39)
Valeur actualisée des obligations non capitalisées	37	—	24	61
Passifs (actifs) inscrits au bilan consolidé	(6)	4	24	22

2016						
(en millions de dollars canadiens)	CARTON-CAISSE	CARTON PLAT EUROPE	PRODUITS SPÉCIALISÉS	PAPIERS TISSU	CORPORATIF	TOTAL
Valeur actualisée des obligations capitalisées	385	—	—	35	1	421
Juste valeur des actifs des régimes	427	—	—	32	1	460
Déficit (excédent) des régimes capitalisés	(42)	—	—	3	—	(39)
Valeur actualisée des obligations non capitalisées	8	24	2	2	25	61
Passifs (actifs) inscrits au bilan consolidé	(34)	24	2	5	25	22

Les hypothèses actuarielles importantes sont les suivantes :

	2017			2016		
	CANADA	ÉTATS-UNIS	EUROPE	CANADA	ÉTATS-UNIS	EUROPE
Taux d'actualisation obligation (fin de période)	3,40 %	3,31 %	1,60 %	3,70 %	3,73 %	1,90 %
Taux d'actualisation obligation (début de période)	3,70 %	3,73 %	1,90 %	3,90 %	3,90 %	2,10 %
Taux d'actualisation (coût des services rendus)	3,50 %	3,73 %	1,90 %	3,90 %	3,90 %	2,10 %
Taux d'augmentation des salaires	Entre 2,00 % et 2,75 %	s.o.	s.o.	Entre 1,75 % et 3,00 %	s.o.	s.o.
Taux d'inflation	2,25 %	s.o.	1,75 %	Entre 2,25 % et 2,50 %	s.o.	1,75 %

Les hypothèses relatives au taux de mortalité futur reposent sur les conseils d'actuaire, qui s'appuient sur les statistiques publiées et l'expérience dans chaque pays. Le tableau qui suit fait état de l'espérance de vie moyenne, en années, établie en fonction de ces hypothèses pour un participant qui prend sa retraite à l'âge de 65 ans pour les régimes canadiens, qui représentent 93 % de l'ensemble des régimes :

	2017	2016
Départ à la retraite à la date de clôture		
Homme	21,7	21,6
Femme	24,1	24,1
Départ à la retraite 20 ans après la date de clôture		
Homme	22,8	22,7
Femme	25,1	25

Le tableau qui suit présente une analyse de la sensibilité de l'obligation canadienne au titre des prestations déterminées aux changements d'hypothèses indiquées. Les effets d'un changement d'hypothèse sur chaque régime sont pondérés en fonction de la proportion du total des obligations des régimes afin d'obtenir l'incidence totale pour chaque hypothèse présentée.

	INCIDENCE SUR L'OBLIGATION AU TITRE DES PRESTATIONS DÉTERMINÉES		
	VARIATION DE L'HYPOTHÈSE	AUGMENTATION DE L'HYPOTHÈSE	DIMINUTION DE L'HYPOTHÈSE
Taux d'actualisation	0,25 %	(2,90) %	3,10 %
Taux d'augmentation des salaires	0,25 %	0,40 %	(0,30) %

	AUGMENTATION / DIMINUTION DE L'HYPOTHÈSE D'UNE ANNÉE
Espérance de vie	3,00 %

Les actifs des régimes, qui servent au financement des régimes de retraite à prestations déterminées de la Société, s'établissent comme suit :

(en millions de dollars canadiens)	2017				
	NIVEAU 1	NIVEAU 2	NIVEAU 3	TOTAL	%
Encaisse et placements à court terme	5	—	—	5	1,1 %
Obligations					
Obligations canadiennes	92	81	—	173	36,7 %
Actions					
Actions canadiennes	34	—	—	34	
Actions étrangères	6	—	—	6	
Fonds communs				40	8,5 %
Fonds communs d'obligations étrangères	—	6	—	6	
Fonds communs d'actions canadiennes	7	1	—	8	
Fonds communs d'actions étrangères	—	54	—	54	
Fonds communs de placements alternatifs	—	22	—	22	
Autres				90	19,1 %
Rentes assurées	—	164	—	164	
				164	34,6 %
	144	328	—	472	

2016

(en millions de dollars canadiens)	NIVEAU 1	NIVEAU 2	NIVEAU 3	TOTAL	%
Encaisse et placements à court terme	9	—	—	9	2,0 %
Obligations					
Obligations canadiennes	47	67	—	114	24,8 %
Actions					
Actions canadiennes	71	—	—	71	
Actions étrangères	14	—	—	14	
Fonds communs				85	18,5 %
Fonds communs d'obligations étrangères	—	2	—	2	
Fonds communs d'actions canadiennes	16	3	—	19	
Fonds communs d'actions étrangères	—	109	—	109	
Fonds communs de placements alternatifs	—	21	—	21	
Autres				151	32,8 %
Rentes assurées	—	94	—	94	
Contrats dérivés, montant net	7	—	—	7	
				101	21,9 %
	164	296	—	460	

Les actifs des régimes de retraite comprennent des actions de la Société pour un montant inférieur à 1 M\$. Ces actions ont été achetées par l'un des gestionnaires du régime. De plus, des prestations annuelles de rente d'une valeur approximative de 164 M\$ sont garanties par des contrats d'assurance.

B. RÉGIMES D'AVANTAGES POSTÉRIEURS À L'EMPLOI AUTRES QUE LES RÉGIMES DE RETRAITE À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

La Société offre certains avantages postérieurs à l'emploi tels que des allocations de retraite et des régimes collectifs d'assurance vie, ainsi que de soins médicaux et dentaires. Ces avantages autres que les régimes de retraite ne sont toutefois pas capitalisés. En outre, les régimes de soins médicaux et dentaires sont éliminés progressivement lors de la retraite et ne sont plus offerts à la majeure partie des nouveaux retraités et l'allocation de retraite n'est plus offerte à la majeure partie des employés embauchés après 2002.

Les montants comptabilisés dans le bilan consolidé ont été déterminés, par pays et par secteur, comme suit :

2017

(en millions de dollars canadiens)	CANADA	ÉTATS-UNIS	EUROPE	TOTAL
Valeur actualisée des obligations non capitalisées	73	4	24	101
Passifs inscrits au bilan consolidé	73	4	24	101

2017

(en millions de dollars canadiens)	CARTON-CAISSE	CARTON PLAT EUROPE	PRODUITS SPÉCIALISÉS	PAPIERS TISSU	CORPORATIF	TOTAL
Valeur actualisée des obligations non capitalisées	38	24	6	12	21	101
Passifs inscrits au bilan consolidé	38	24	6	12	21	101

2016

(en millions de dollars canadiens)	CANADA	ÉTATS-UNIS	EUROPE	TOTAL
Valeur actualisée des obligations non capitalisées	78	4	24	106
Passifs inscrits au bilan consolidé	78	4	24	106

2016

(en millions de dollars canadiens)	CARTON-CAISSE	CARTON PLAT EUROPE	PRODUITS SPÉCIALISÉS	PAPIERS TISSU	CORPORATIF	TOTAL
Valeur actualisée des obligations non capitalisées	41	24	6	13	22	106
Passifs inscrits au bilan consolidé	41	24	6	13	22	106

Les variations de l'obligation nette au titre des prestations déterminées pour les régimes d'avantages postérieurs à l'emploi se sont établies comme suit au cours de l'exercice :

(en millions de dollars canadiens)	VALEUR ACTUALISÉE DE L'OBLIGATION	JUSTE VALEUR DES ACTIFS DES RÉGIMES	TOTAL
Au 1^{er} janvier 2016	105	—	105
Coût des services rendus	2	—	2
Charge d'intérêts	3	—	3
Incidence sur le résultat net	5	—	5
Réévaluations			
Perte découlant de changements dans les hypothèses financières	2	—	2
Incidence des réévaluations sur les autres éléments du résultat global	2	—	2
Écarts de conversion	(1)	—	(1)
Cotisations et primes versées par l'employeur	—	(5)	(5)
Prestations versées	(5)	5	—
Au 31 décembre 2016	106	—	106
Coût des services rendus	2	—	2
Charge d'intérêts	3	—	3
Compressions	(1)	—	(1)
Incidence sur le résultat net	4	—	4
Réévaluations			
Perte découlant de changements dans les hypothèses financières	1	—	1
Gains liés à l'expérience	(2)	—	(2)
Incidence des réévaluations sur les autres éléments du résultat global	(1)	—	(1)
Écarts de conversion	1	—	1
Cotisations et primes versées par l'employeur	—	(9)	(9)
Prestations versées	(9)	9	—
Au 31 décembre 2017	101	—	101

La méthode de comptabilisation, les hypothèses relatives au taux d'actualisation et à l'espérance de vie et la fréquence des évaluations des prestations postérieures à l'emploi sont similaires à celles qui sont utilisées pour les régimes de retraite à prestations déterminées, si ce n'est de l'ajout d'hypothèses actuarielles en ce qui concerne l'augmentation à long terme du coût des soins de santé, fixée à 4,50 % par année (4,50 % en 2016).

Le tableau qui suit fait état de la sensibilité de l'obligation au titre des prestations déterminées aux changements d'hypothèses. Les effets sur chaque régime d'un changement d'hypothèse sont pondérés en fonction de la proportion du total des obligations des régimes afin d'obtenir l'incidence totale pour chaque hypothèse présentée.

	INCIDENCE SUR L'OBLIGATION AU TITRE DES RÉGIMES D'AVANTAGES POSTÉRIEURS À L'EMPLOI		
	VARIATION DE L'HYPOTHÈSE	AUGMENTATION DE L'HYPOTHÈSE	DIMINUTION DE L'HYPOTHÈSE
Taux d'actualisation	0,25 %	(2,20) %	2,30 %
Taux d'augmentation des salaires	0,25 %	0,50 %	(0,40) %
Augmentation du coût des soins de santé	1,00 %	2,00 %	(1,70) %
	AUGMENTATION / DIMINUTION DE L'HYPOTHÈSE D'UNE ANNÉE		
Espérance de vie			0,80 %

C. RISQUES ET AUTRES CONSIDÉRATIONS RELATIFS AUX AVANTAGES POSTÉRIEURS À L'EMPLOI

De par ses régimes à prestations déterminées, la Société est exposée à un certain nombre de risques, les plus importants étant décrits ci-après.

Volatilité des actifs

Les passifs des régimes sont calculés au moyen d'un taux d'actualisation établi par référence au taux de rendement des obligations de sociétés de qualité supérieure; si le rendement des actifs des régimes est inférieur à ce taux, il y aura une perte d'expérience. Les régimes canadiens et américains de la Société détiennent tous des titres de capitaux propres qui, selon les attentes, devraient afficher à long terme un rendement supérieur à celui des obligations de sociétés, tout en introduisant un élément de volatilité et de risque à court terme.

La Société a convenu que lorsqu'un régime sera en meilleure santé financière et/ou lorsque le taux de rendement des obligations utilisé pour fins d'évaluation de solvabilité sera plus élevé, la Société réduira le niveau du risque de placement en investissant dans des actifs qui permettent un meilleur appariement avec les passifs.

Au 31 décembre 2017, 65 % des actifs de régimes étaient investis dans des obligations. En 2014, la Société a décidé d'acheter des rentes d'une compagnie d'assurance vie pour certains retraités selon le marché et la situation financière des régimes. Au 31 décembre 2017, la valeur totale des rentes assurées s'élevait à 164 M\$.

Cependant, la Société estime qu'étant donné son expérience et la nature à long terme des passifs des régimes, le maintien d'un certain niveau de placements en titres de capitaux propres demeure approprié dans le cadre de sa stratégie à long terme, qui consiste à gérer les régimes avec efficience. Les placements sont diversifiés, de sorte que la défaillance d'un placement n'aurait pas d'incidence importante sur le niveau des actifs pris dans leur ensemble. Les régimes ne sont pas exposés à un risque de change important.

Variations des rendements des obligations

Une diminution des rendements des obligations de sociétés se traduira par une augmentation des passifs des régimes, bien que celle-ci sera contrebalancée en partie par une augmentation de la valeur des obligations détenues par les régimes, et ce, particulièrement pour nos régimes en bonne santé financière qui ont une plus grande pondération en obligations.

Risque d'inflation

Les prestations ne sont pas indexées. Seules les prestations futures de membres actifs se fondent sur les salaires. Par conséquent, ce risque n'est pas significatif.

Espérance de vie

Comme l'essentiel des obligations des régimes consistent à verser des prestations pendant la durée de vie du participant, l'accroissement de l'espérance de vie fera augmenter les passifs des régimes.

Chaque analyse de sensibilité présentée dans cette note repose sur la substitution d'une hypothèse, les autres hypothèses étant maintenues constantes. En pratique, cette situation est peu susceptible de se produire, et les changements touchant certaines des hypothèses peuvent afficher une corrélation. Aux fins du calcul de la sensibilité de l'obligation au titre des prestations déterminées aux changements dans les hypothèses actuarielles importantes, la méthode utilisée (valeur actualisée de l'obligation au titre de prestations déterminées calculée selon la méthode des unités de crédit projetées à la date de clôture) est la même que pour le calcul du passif comptabilisé dans le bilan consolidé.

Au 31 décembre 2017, l'excédent total des régimes de retraite capitalisés de la Société (pour la plupart au Canada) totalisait 29 M\$ (un excédent de 39 M\$ au 31 décembre 2016). La Société versera des cotisations spéciales au titre des services passés de 1 M\$ pour combler le déficit de certains régimes de retraite canadiens pour les dix prochains exercices. Les cotisations anticipées au titre des services rendus au cours de la période s'établissent à 8 M\$ et seront versées dans le cadre de l'activité normale. En ce qui a trait au besoin de flux de trésorerie, ces régimes devraient nécessiter des cotisations nettes approximatives de 9 M\$ en 2018.

La durée moyenne pondérée de l'obligation au titre des prestations déterminées est de 11 ans (12 ans en 2016).

Le tableau qui suit présente une analyse de l'échelonnement prévu des versements de prestations de retraite et des autres régimes non actualisés :

(en millions de dollars canadiens)	MOINS D'UN AN	ENTRE UN ET DEUX ANS	ENTRE DEUX ET CINQ ANS	PLUS DE CINQ ANS	TOTAL
Prestations de retraite	29	29	89	743	890
Prestations pour les régimes d'avantages postérieurs à l'emploi autres que les régimes de retraite à prestations déterminées	5	8	24	115	152
Au 31 décembre 2017	34	37	113	858	1 042

Ces montants représentent la totalité des prestations qui seront versées aux participants actuels dans les prochaines années et par la suite sans limite dans le futur. La majeure partie des paiements de prestations sont effectués à partir de fonds administrés par des gardiens de valeurs. La différence proviendra des rendements futurs escomptés sur les actifs des fonds ainsi que des cotisations futures qui seront versées par la Société pour les services rendus après le 31 décembre 2017.

NOTE 17

IMPÔTS SUR LES RÉSULTATS

a. La charge (le recouvrement) d'impôts sur les résultats se détaille comme suit :

(en millions de dollars canadiens)	2017	2016
Impôts exigibles	10	11
Impôts différés	(91)	34
	(81)	45

b. La charge (le recouvrement) d'impôts sur les résultats basée sur le taux réel d'imposition diffère de la charge d'impôts basée sur le taux combiné d'imposition de base pour les raisons suivantes :

(en millions de dollars canadiens)	NOTE	2017	2016
Charge d'impôts sur les résultats basée sur le taux combiné d'imposition de base du Canada et des provinces		117	48
Ajustement des impôts sur les résultats découlant des éléments suivants :			
Écart du taux réglementaire d'imposition des établissements étrangers		10	2
Réévaluation des années antérieures		3	1
Renversement du passif d'impôt différé lié à notre participation détenue antérieurement dans Greenpac	5	(70)	—
Écarts permanents sur la réévaluation de la participation détenue antérieurement - entreprise associée Greenpac	5	(57)	—
Gain en capital non imposable sur la réévaluation de participation détenue antérieurement - entreprise associée Boralex	8	(24)	—
Variation des impôts différés à la suite de modifications à des taux d'imposition statutaires		(57)	2
Gain en capital non réalisé sur la dette à long terme		(3)	—
Écarts permanents		(6)	(5)
Variation d'actifs d'impôt différé sur pertes en capital		6	(3)
		(198)	(3)
Charge (recouvrement) d'impôts sur les résultats		(81)	45

Le taux moyen pondéré d'impôts était de 28,6 % pour l'exercice terminé le 31 décembre 2017 (27,4 % en 2016).

À la suite de l'acquisition de Greenpac, la Société a enregistré un recouvrement d'impôts sur les résultats de 70 M\$ représentant les impôts différés liés à son placement avant l'acquisition le 4 avril 2017. De plus, aucune charge d'impôts sur les résultats n'a été comptabilisée sur le gain de 156 M\$ généré par le regroupement d'entreprises puisque ces impôts sont inclus à même la juste valeur des actifs et passifs acquis et décrits à la Note 5.

La charge d'impôts sur le gain découlant de la réévaluation du placement dans Boralex a été calculée au taux du gain en capital. Aussi, à la suite de la vente de sa participation dans Boralex en juillet 2017, la Société a réévalué la probabilité de recouvrer les pertes en capital non réalisées sur la dette à long terme en raison des fluctuations des taux de change. En conséquence, 6 M\$ d'actifs d'impôts ont été renversés et enregistrés dans l'état des résultats consolidés.

En vertu de la réforme fiscale américaine, « *Tax Cuts and Jobs Act* » adoptée le 22 décembre 2017, le taux d'imposition fédéral américain a été abaissé à 21 % comparativement à 35 % auparavant. L'incidence de la réduction du taux d'imposition s'est traduite par une réduction de 57 M\$ des passifs d'impôt différé pour l'exercice clos le 31 décembre 2017.

c. La charge d'impôts liée aux autres éléments du résultat global s'établit comme suit :

(en millions de dollars canadiens)	2017	2016
Conversion des devises liées aux activités de couverture	4	3
Couverture de flux de trésorerie	—	3
Inclus dans la part dans les autres éléments du résultat global des entreprises associées	3	—
Gain (perte) actuariel sur les obligations postérieures à l'emploi	(3)	3
	4	9

- d. L'analyse des actifs d'impôt différé et passifs d'impôt différé, sans tenir compte de la compensation des soldes des bilans au sein de la même juridiction fiscale, se détaille comme suit :

(en millions de dollars canadiens)	2017	2016
Actifs d'impôt différé :		
Actifs d'impôt différé à récupérer après plus de douze mois	223	279
Passifs d'impôt différé :		
Passifs d'impôt différé à utiliser après plus de douze mois	260	319
	(37)	(40)

La variation du compte d'impôt différé se détaille comme suit :

(en millions de dollars canadiens)	NOTE	2017	2016
Au 1 ^{er} janvier		(40)	(8)
Par l'intermédiaire des résultats		91	(34)
Variation des crédits d'impôt, après déduction des impôts y afférents		4	5
Par l'intermédiaire des autres éléments du résultat global		(4)	(9)
Par l'intermédiaire des regroupements d'entreprises	5	(91)	—
Autres		(7)	—
Écarts de conversion		10	6
Au 31 décembre		(37)	(40)

Les variations des actifs et passifs d'impôt différé au cours de l'exercice, sans tenir compte de la compensation des soldes des bilans au sein de la même juridiction fiscale, se détaillent comme suit :

ACTIFS D'IMPÔT DIFFÉRÉ

(en millions de dollars canadiens)	AVANTAGE FISCAL COMPTABILISÉ DÉCOULANT DES PERTES FISCALES	AVANTAGES DU PERSONNEL	DÉPENSES SUR LA RECHERCHE	CRÉDITS D'IMPÔT INUTILISÉS	INSTRUMENTS FINANCIERS	PERTE DE CHANGE SUR LA DETTE À LONG TERME	AUTRES	TOTAL
Au 1^{er} janvier 2016	141	25	38	39	16	23	15	297
Par l'intermédiaire des résultats	19	2	(23)	(3)	(8)	(2)	1	(14)
Par l'intermédiaire des crédits d'impôt	—	—	—	5	—	—	—	5
Par l'intermédiaire du résultat global	—	(3)	—	—	(3)	(3)	—	(9)
Écarts de conversion	(1)	—	—	—	—	1	—	—
Au 31 décembre 2016	159	24	15	41	5	19	16	279
Par l'intermédiaire des résultats	(25)	(6)	(10)	(6)	(5)	(12)	5	(59)
Par l'intermédiaire des crédits d'impôt	—	—	—	4	—	—	—	4
Par l'intermédiaire du résultat global	—	3	—	—	1	(5)	—	(1)
Au 31 décembre 2017	134	21	5	39	1	2	21	223

PASSIFS D'IMPÔT DIFFÉRÉ

(en millions de dollars canadiens)	NOTE	IMMOBILISATIONS CORPORELLES	ACTIFS INCORPORELS	INVESTISSEMENTS	AUTRES	TOTAL
Au 1^{er} janvier 2016		169	51	84	1	305
Par l'intermédiaire des résultats		14	3	3	—	20
Écarts de conversion		(3)	(1)	(2)	—	(6)
Au 31 décembre 2016		180	53	85	1	319
Par l'intermédiaire des résultats		(51)	(14)	(85)	—	(150)
Inclus dans la part dans les autres élément du résultat global des entreprises associées		—	—	3	—	3
Par l'intermédiaire des regroupements d'entreprises	5	80	11	—	—	91
Autres		5	2	—	—	7
Écarts de conversion		(9)	(1)	—	—	(10)
Au 31 décembre 2017		205	51	3	1	260

En tenant compte de la compensation des soldes dans une même juridiction fiscale, le passif d'impôt différé net est de 37 M\$. Ce montant est présenté au bilan consolidé dans les « Actifs d'impôt différé » pour un montant de 149 M\$ et dans les « Passifs d'impôt différé » pour un montant de 186 M\$.

- e. La Société a cumulé des pertes fiscales constatées totalisant environ 515 M\$ qui peuvent être portées en diminution des bénéfices imposables des exercices à venir. L'avantage fiscal découlant du report de 134 M\$ de ces pertes a été comptabilisé à titre d'actif d'impôt différé. Un actif d'impôt différé est comptabilisé dans la mesure où l'utilisation des pertes reportées par l'intermédiaire de revenu imposable futur est probable. Les pertes fiscales au 31 décembre 2017 se détaillent comme suit :

(en millions de dollars canadiens)	PERTES FISCALES CONSTATÉES	ÉCHÉANCE
Canada	8	2026
	14	2027
	2	2029
	1	2030
	77	2032
	82	2033
	126	2034
	63	2035
	53	2036
	3	2037
	429	
États-Unis	7	2019
	5	2020
	2	2029
	2	2031
	3	2032
	2	2033
	13	2035
	1	2036
	46	2037
	81	
Europe	5	Indéfiniment
	515	

NOTE 18

CAPITAL-ACTIONS

A. GESTION DU CAPITAL

Le capital se définit comme les dettes à long terme, les emprunts et avances bancaires moins la trésorerie et équivalents de trésorerie, et les capitaux propres des actionnaires qui incluent le capital-actions.

(en millions de dollars canadiens)	2017	2016
Trésorerie et équivalents de trésorerie	(89)	(62)
Emprunts et avances bancaires	35	28
Dettes à long terme, incluant la portion à court terme	1 576	1 566
	1 522	1 532
Capitaux propres totaux	1 601	1 074
Capitaux totaux	3 123	2 606

Les objectifs de la Société en matière de gestion du capital sont les suivants :

- Préserver la capacité de la Société à poursuivre son exploitation afin d'offrir un rendement aux actionnaires;
- Conserver une structure du capital optimale afin de réduire le coût du capital;
- Engager des dépenses en immobilisations adéquates dans l'infrastructure des unités d'affaires afin d'assurer l'aspect concurrentiel des activités; et
- Racheter des actions ordinaires dans le cadre du programme de rachat annuel.

La Société détermine le montant de capital proportionnellement aux risques. Elle gère la structure de son capital et apporte des ajustements en fonction des conditions économiques et des caractéristiques de risque des actifs sous-jacents. Afin de conserver ou de modifier la structure de son capital, la Société peut ajuster le montant des dividendes versés aux actionnaires, rembourser du capital aux actionnaires, émettre de nouvelles actions et acquérir ou vendre des actifs pour améliorer la flexibilité et la performance financière.

La Société assure mensuellement et trimestriellement le suivi du capital en fonction de divers ratios financiers et indicateurs non financiers du rendement. La Société doit également respecter certaines restrictions imposées par diverses ententes bancaires. Ces ratios sont calculés sur une base consolidée ajustée des filiales avec recours seulement. Ces restrictions se composent du ratio de la dette à long terme sur la capitalisation de 65 % et du ratio de couverture des intérêts de 2,25x. La Société doit également respecter un ratio de couverture des intérêts consolidés avant de contracter d'autres emprunts. La dette à long terme se compose des passifs figurant au bilan consolidé, y compris les garanties et les privilèges relatifs à la dette à long terme d'une autre personne mais exclusion faite des autres passifs à long terme, des comptes créditeurs, des obligations au titre de contrats de location-exploitation et des autres obligations à payer (1 307 M\$ en 2017 ; 1 512 M\$ en 2016). Le ratio de capitalisation est calculé en ajoutant les capitaux propres des actionnaires inscrits au bilan consolidé à la dette à long terme. Les capitaux propres des actionnaires ont été ajustés à la hausse de 208 M\$ pour ajouter l'effet de la transition aux IFRS au 31 décembre 2010. Le ratio de couverture des intérêts est calculé en divisant le bénéfice d'exploitation avant amortissement (BEAA) par les frais de financement. Le BEAA représente le bénéfice net des quatre derniers trimestres majoré des frais de financement, des impôts, de l'amortissement, des charges liées aux options sur actions et des dividendes versés par une personne avec laquelle la Société n'a pas de relation de crédit (296 M\$ en 2017; 379 M\$ en 2016). Sont exclus du bénéfice net, la quote-part des résultats des placements dans des titres de capitaux propres et les gains ou les pertes découlant des éléments non récurrents. Les frais de financement sont calculés en ajoutant aux intérêts et aux frais financiers déterminés selon les IFRS, les intérêts capitalisés, exclusion faite de l'amortissement des frais de financement reportés et des frais de financement ainsi que des gains et pertes non réalisés découlant des ententes de couverture. Ils excluent également les gains et les pertes liés à la conversion de la dette à long terme libellée en devises. Le ratio de couverture des intérêts consolidés pour contracter d'autres emprunts est calculé comme le définissent les conventions régissant les billets subordonnés non garantis datées du 19 juin 2014 et du 19 mai 2015.

Au 31 décembre 2017, le ratio de la dette à long terme sur la capitalisation s'établissait à 44,01 % et le ratio de couverture des intérêts était de 3,88x. La Société respecte les exigences relatives aux ratios imposées par ses créanciers.

La convention de crédit de la Société comprend certaines restrictions habituelles pour ces types de prêts telles que des limites pour contracter de nouvelles dettes et pour donner des garanties ou pour vendre des actifs sans le consentement des prêteurs.

Les billets subordonnés non garantis sont sujets à certaines restrictions habituelles qui limitent la capacité de la Société, entre autres, à obtenir des dettes additionnelles et à payer des dividendes et d'autres paiements restreints, comme le définissent les conventions régissant les billets subordonnés non garantis de la Société datées du 19 juin 2014 et du 19 mai 2015.

Historiquement, la Société investit entre 150 M\$ et 250 M\$ par année en achats d'immobilisations corporelles. Ces montants sont soigneusement examinés au cours de l'année par rapport aux résultats d'exploitation et aux actions stratégiques approuvées par le conseil d'administration. Ces investissements, combinés à l'entretien annuel, renforcent la stabilité des unités d'affaires de la Société et améliorent sa compétitivité sur le plan des coûts grâce aux nouvelles technologies et aux procédures améliorées.

La Société a mis sur pied un programme de rachat annuel afin de racheter ses actions ordinaires en circulation lorsque la direction juge que le cours du marché est approprié. En plus des limitations par rapport au rachat d'actions ordinaires dans le cours normal des activités, la Société doit respecter certaines restrictions définies dans les conventions régissant les billets subordonnés non garantis, lesquelles précisent le montant qui peut être utilisé pour racheter des actions ordinaires.

B. AUTORISÉ ET EN CIRCULATION

Le capital-actions autorisé de la Société consiste en un nombre illimité d'actions ordinaires sans valeur nominale et en un nombre illimité d'actions de catégories A et B pouvant être émises en séries sans valeur nominale. Au cours des deux derniers exercices, les actions ordinaires ont fluctué de la façon suivante :

NOTE	2017		2016	
	NOMBRE D'ACTIONS ORDINAIRES	EN MILLIONS DE DOLLARS CANADIENS	NOMBRE D'ACTIONS ORDINAIRES	EN MILLIONS DE DOLLARS CANADIENS
Solde au début de l'exercice	94 526 516	487	95 310 923	490
Actions ordinaires émises lorsque les options d'achat d'actions sont levées 18(d)	461 442	5	262 836	2
Rachat d'actions ordinaires 18(c)	—	—	(1 047 243)	(5)
Solde à la fin de l'exercice	94 987 958	492	94 526 516	487

C. RACHAT D'ACTIONS ORDINAIRES

En 2017, dans le cours normal des activités, la Société a renouvelé son programme de rachat d'actions ordinaires pour un maximum de 946 066 actions ordinaires auprès de la Bourse de Toronto, ce qui représentait approximativement 1 % des actions ordinaires émises et en circulation. L'autorisation de rachat est valable pour la période du 17 mars 2017 au 16 mars 2018. En 2017, la Société n'a racheté aucune action ordinaire dans le cadre de ce programme (1 047 243 actions ordinaires pour une contrepartie de 9 M\$ en 2016).

D. ÉMISSION D'ACTIONS ORDINAIRES

La société a émis 461 442 actions ordinaires à la suite de l'exercice d'options pour un montant de 4 M\$ (2 M\$ en 2016 pour 262 836 actions ordinaires émises).

E. BÉNÉFICE NET PAR ACTION ORDINAIRE

Le bénéfice net de base et dilué par action ordinaire se détaillent de la façon suivante :

	2017	2016
Bénéfice net disponible pour les actionnaires (en millions de dollars canadiens)	507	135
Nombre moyen pondéré de base d'actions ordinaires en circulation (en millions)	95	95
Nombre moyen pondéré dilué d'actions ordinaires en circulation (en millions)	98	97
Bénéfice net de base par action ordinaire (en dollars canadiens)	5,35 \$	1,42 \$
Bénéfice net dilué par action ordinaire (en dollars canadiens)	5,19 \$	1,39 \$

Au 31 décembre 2017, 240 880 options d'achat ont été exclues en raison de leur effet antidilutif (aucune en 2016). Au 28 février 2018, la Société n'avait racheté aucune action ordinaire depuis le début de l'exercice.

F. LES DIVIDENDES DÉCLARÉS PAR ACTION ORDINAIRE SE DÉTAILLENT COMME SUIVANT :

	2017	2016
Dividendes déclarés par action ordinaire	0,16 \$	0,16 \$

NOTE 19

RÉMUNÉRATION À BASE D'ACTIONS

a. Selon les termes d'un régime de rémunération à base d'actions pour les membres de la direction et les employés clés de la Société, adopté le 15 décembre 1998, révisé le 15 mars 2013 et approuvé par les actionnaires le 8 mai 2013, un solde de 1 990 554 actions ordinaires est spécifiquement réservé pour émission. Chaque option expirera à une date ne pouvant pas dépasser 10 ans suivant la date de son octroi. Le prix d'exercice d'une option ne doit pas être inférieur à la valeur marchande de l'action à la date de l'octroi, déterminée comme étant la moyenne des cours de clôture de l'action à la Bourse de Toronto des cinq jours de Bourse précédant la date d'octroi. Les modalités d'exercice des options octroyées sont de 25 % du nombre d'actions sous option dans les 12 mois après la date du premier anniversaire de l'octroi et jusqu'à 25 % additionnels tous les 12 mois après les deuxième, troisième et quatrième anniversaires de la date d'octroi. Les options ne peuvent pas être exercées si la valeur marchande de l'action est inférieure à sa valeur comptable à la date de l'octroi. Les options exercées sont réglées en actions. Le coût de la rémunération à base d'actions lié à ces options s'élevait à 1 M\$ en 2017 (1 M\$ en 2016).

Les changements dans le nombre d'options en circulation aux 31 décembre 2017 et 2016 se détaillent comme suit :

	2017		2016	
	NOMBRE D'OPTIONS	PRIX D'EXERCICE MOYEN PONDÉRÉ (\$)	NOMBRE D'OPTIONS	PRIX D'EXERCICE MOYEN PONDÉRÉ (\$)
Début d'exercice	5 216 063	6,16	5 385 323	6,15
Octroyées	240 880	14,28	351 461	9,75
Exercées	(461 442)	8,28	(262 836)	5,51
Expirées	—	—	(257 885)	11,49
Annulées	(5 381)	9,75	—	—
Fin d'exercice	4 990 120	6,35	5 216 063	6,16
Options exerçables - fin d'exercice	4 170 259	5,63	4 166 339	5,78

Le prix moyen pondéré de l'action au moment de l'exercice des options était de 14,23 \$ (12,14 \$ en 2016).

Les options suivantes étaient en circulation le 31 décembre 2017 :

ANNÉE DE L'OCTROI	OPTIONS EN CIRCULATION		OPTIONS EXERÇABLES		DATE D'EXPIRATION
	NOMBRE D'OPTIONS	PRIX D'EXERCICE MOYEN PONDÉRÉ (\$)	NOMBRE D'OPTIONS	PRIX D'EXERCICE MOYEN PONDÉRÉ (\$)	
2007	95 064	11,83	95 064	11,83	2018
2008	326 166	7,81	326 166	7,81	2018
2009	968 333	3,92	968 333	3,92	2019
2010	444 124	6,43	444 124	6,43	2020
2011	492 432	6,26	492 432	6,26	2020 - 2021
2012	842 524	4,46	842 524	4,46	2018 - 2022
2013	426 392	5,18	426 392	5,18	2018 - 2023
2014	423 974	6,10	308 134	6,10	2020 - 2024
2015	390 185	7,66	185 244	7,66	2020 - 2025
2016	340 046	9,75	81 846	9,75	2020 - 2026
2017	240 880	14,28	—	—	2027
	4 990 120		4 170 259		

JUSTE VALEUR DES OPTIONS D'ACHAT D'ACTIONS OCTROYÉES

Les prix des options ont été établis à partir du modèle d'évaluation de Black & Scholes. La volatilité attendue est basée sur la volatilité du cours historique des six dernières années. Les hypothèses suivantes ont été utilisées pour estimer la juste valeur de 4,22 \$ (2016 — 2,75 \$) à la date d'octroi de chaque option émise aux employés :

	2017	2016
Prix de l'action à la date d'octroi	14,26 \$	10,09 \$
Prix d'exercice	14,28 \$	9,75 \$
Taux d'intérêt sans risque	1,77 %	1,04 %
Taux de dividende prévu	1,12 %	1,58 %
Durée prévue des options	6 ans	6 ans
Volatilité attendue	32 %	31 %

- b. La Société offre à ses employés canadiens un régime d'achat d'actions ordinaires. Les employés peuvent cotiser volontairement jusqu'à un maximum de 5 % de leur salaire et, si certaines conditions sont remplies, la Société cotisera au régime à raison de 25 % de la cotisation de l'employé.

Les actions sont achetées sur le marché à une date prédéterminée chaque mois. Pour l'exercice terminé le 31 décembre 2017, la participation de la Société au régime s'élevait à 1 M\$ (1 M\$ en 2016).

- c. La Société a mis en place un régime d'unités d'actions liées au rendement (UAR) au profit de ses dirigeants et employés clés, leur permettant de recevoir une partie de leur rémunération sous forme d'UAR. Une UAR est une unité nominale de valeur équivalente à une action ordinaire de la Société. Périodiquement, le nombre d'UAR faisant partie de la rémunération est ajusté en fonction du rendement sur le capital utilisé moyen de trois ans (RCU). Ce nombre est obtenu en multipliant le nombre d'UAR à l'octroi par un facteur selon le RCU atteint. Les participants sont en droit de recevoir le paiement de leurs UAR sous forme d'espèces et basé sur le prix moyen des actions ordinaires de la Société négociées sur le marché libre au cours des cinq jours avant la date d'acquisition.

Les UAR s'acquiescent sur une période de deux ans à compter de l'octroi. La charge liée aux UAR et le passif correspondant sont comptabilisés durant la période d'acquisition. Le passif est ajusté périodiquement pour refléter toute variation de la valeur marchande des actions ordinaires, le RCU moyen anticipé et le passage du temps. Au 31 décembre 2017, la Société avait émis un total de 581 785 UAR (761 367 UAR en 2016), représentant un passif de 1 M\$ (5 M\$ en 2016). En 2017, la Société a effectué des paiements totalisant 7 M\$ pour les UAR (5 M\$ en 2016).

- d. La Société offre un régime d'unités d'actions différées (UAD) au profit de ses administrateurs externes leur permettant de recevoir la totalité ou une partie de leur rémunération annuelle sous forme d'UAD. Une UAD est une unité nominale de valeur équivalente aux actions ordinaires de la Société. Lorsqu'ils cessent d'être membre du conseil d'administration, les participants sont en droit de recevoir le paiement de leurs UAD cumulées sous forme d'espèces basé sur le prix moyen des actions ordinaires de la Société négociées sur le marché libre au cours des cinq jours avant la date de démission du participant.

La charge liée aux UAD et le passif correspondant sont comptabilisés à la date d'octroi. Le passif est ajusté périodiquement pour refléter toute variation de la valeur marchande des actions ordinaires. Au 31 décembre 2017, la Société avait un total de 247 276 UAD en circulation (205 773 UAD en 2016), représentant un passif à long terme de 4 M\$ (3 M\$ en 2016). Au 15 janvier 2018, la société a émis 44 579 UAD pour un total de 291 855 UAD en circulation.

NOTE 20

CUMUL DES AUTRES ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT GLOBAL

(en millions de dollars canadiens)	2017	2016
Écarts de conversion des filiales étrangères, déduction faite des activités de couverture et des impôts y afférents de 12 M\$ (31 décembre 2016 — 16 M\$)	(30)	(13)
Gain non réalisé découlant de contrats de change à terme désignés comme couverture de flux de trésorerie, déduction faite des impôts y afférents nuls (31 décembre 2016 — nuls)	1	—
Perte non réalisée résultant des instruments dérivés de marchandises désignés comme couverture de flux de trésorerie, déduction faite des impôts y afférents de 2 M\$ (31 décembre 2016 — 2 M\$)	(4)	(5)
Perte non réalisée sur actifs financiers disponibles à la vente, déduction faite des impôts y afférents nuls (31 décembre 2016 — nuls)	(2)	(1)
Perte non réalisée sur la part dans les autres éléments du résultat global des entreprises associées, déduction faite des impôts y afférents nuls (31 décembre 2016 — 9 M\$)	—	(12)
	(35)	(31)

NOTE 21

COÛT DES PRODUITS VENDUS PAR NATURE

(en millions de dollars canadiens)	2017	2016
Matières premières	1 751	1 612
Salaires et avantages	689	662
Énergie	259	248
Livraison	331	269
Amortissement	215	192
Autres	463	397
	3 708	3 380

FRAIS DE VENTE ET D'ADMINISTRATION PAR NATURE

(en millions de dollars canadiens)	2017	2016
Salaires et avantages	287	271
Technologies de l'information	60	46
Publicité et marketing	16	15
Autres	77	70
	440	402

NOTE 22 CHARGES DU PERSONNEL

(en millions de dollars canadiens)	NOTE	2017	2016
Salaires et avantages	21	976	933
Options d'achat d'actions octroyées aux administrateurs et employés	19(a)	1	1
Charges de retraite - régimes à prestations déterminées	16	7	7
Charges de retraite - régimes à cotisations déterminées	16	21	20
Autres avantages postérieurs à l'emploi	16	4	5
		1 009	966

RÉMUNÉRATION DES PRINCIPAUX DIRIGEANTS

Les principaux dirigeants incluent les membres du conseil d'administration, le président et les vice-présidents de la Société (comme présenté dans la notice annuelle, à la rubrique 8,3). La rémunération payée ou payable aux principaux dirigeants pour leurs services est présentée ci-dessous :

(en millions de dollars canadiens)	2017	2016
Salaires et autres avantages à court terme	11	11
Avantages postérieurs à l'emploi	1	—
Paiements fondés sur des actions	6	4
	18	15

NOTE 23 GAIN SUR ACQUISITIONS, CESSIONS ET AUTRES

(en millions de dollars canadiens)	2017	2016
Gain sur cession d'actifs	(8)	(4)

2017

Le secteur emballage carton-caisse a vendu un terrain en Ontario, Canada, et a enregistré un gain de 7 M\$.

Les activités corporatives ont vendu certains actifs et ont réalisé un gain de 1 M\$.

2016

Le secteur des produits spécialisés a enregistré un gain de 3 M\$ sur la vente de terrains situés à proximité de l'ancienne usine de papier fin située à St-Jérôme, au Québec. Ce secteur a également comptabilisé une provision environnementale de 3 M\$ principalement liée à la fermeture d'usines au Québec des dernières années. Finalement, ce secteur a enregistré un gain de 4 M\$ sur la vente d'actifs à la suite de la fermeture de son usine de pâte désencrée située à Auburn, dans l'État du Maine.

NOTE 24

BAISSE DE VALEUR ET FRAIS DE RESTRUCTURATION

A. BAISSE DE VALEUR (REPRISE) DES IMMOBILISATIONS CORPORELLES, DES ACTIFS INCORPORELS À DURÉE DE VIE LIMITÉE ET DES AUTRES ACTIFS

La Société a enregistré des baisses de valeur nettes totalisant 11 M\$ en 2017 et des baisses de valeur nettes totalisant 3 M\$ en 2016. La valeur recouvrable des UGT a été déterminée selon un modèle de juste valeur diminuée des coûts de la vente basé sur la méthode du revenu, à l'exception de certaines situations indiquées ci-dessous. Le niveau 2 est utilisé pour mesurer la juste valeur. Les baisses de valeur se détaillent comme suit :

2017							
(en millions de dollars canadiens)	PRODUITS D'EMBALLAGE				PAPIERS TISSU	ACTIVITÉS CORPORATIVES	TOTAL
	CARTON-CAISSE	CARTON PLAT EUROPE	PRODUITS SPÉCIALISÉS	SOUS-TOTAL			
Immobilisations corporelles	—	—	—	—	2	—	2
Actifs incorporels à durée de vie limitée et autres actifs	11	—	—	11	—	(2)	9
	11	—	—	11	2	(2)	11

2016							
(en millions de dollars canadiens)	PRODUITS D'EMBALLAGE				PAPIERS TISSU	ACTIVITÉS CORPORATIVES	TOTAL
	CARTON-CAISSE	CARTON PLAT EUROPE	PRODUITS SPÉCIALISÉS	SOUS-TOTAL			
Immobilisations corporelles	2	—	(3)	(1)	4	—	3

2017

Le secteur de l'emballage carton-caisse a enregistré une baisse de valeur de 11 M\$ sur les revenus reportés pour la supervision de Greenpac depuis le début de la construction de l'usine et comptabilisés dans les « Autres actifs ». À la suite de l'acquisition et de la consolidation de Greenpac décrites à la Note 5, les flux de trésorerie futurs prévus liés à cet actif ne se réaliseront pas sur une base consolidée.

Le secteur des papiers tissu a enregistré une baisse de valeur de 2 M\$ à la suite de la réévaluation de la valeur recouvrable d'actifs non utilisés.

Les activités corporatives ont enregistré une reprise de valeur de 2 M\$ à la suite du recouvrement d'un billet à recevoir qui avait été radié au cours des années précédentes.

2016

Le secteur de l'emballage carton-caisse a enregistré une baisse de valeur de 2 M\$ sur les actifs de son usine du Connecticut ne faisant pas partie de la transaction avec Rand-Whitney pour l'acquisition de l'usine de Newtown, au Connecticut.

Le secteur des produits spécialisés a vendu l'immeuble de son usine de pâte désencrée située à Auburn, dans l'État du Maine, et a enregistré une reprise de valeur de 2 M\$. Ce secteur a également vendu une parcelle de terrain d'une usine fermée et a enregistré une reprise de valeur de 1 M\$.

Le secteur des papiers tissu a enregistré une baisse de valeur de 4 M\$ à la suite de la réévaluation de certains équipements à la suite de la fermeture de son usine de transformation de Toronto au deuxième trimestre.

B. ÉCARTS D'ACQUISITION ET AUTRES ACTIFS INCORPORELS À DURÉE DE VIE ILLIMITÉE

La répartition des écarts d'acquisition et des autres actifs à durée de vie illimitée se présente comme suit :

- L'écart d'acquisition de 469 M\$ du secteur de l'emballage carton-caisse est affecté à toutes les UGT de ce secteur.
- L'écart d'acquisition du secteur des produits spécialisés est affecté à l'UGT récupération et recyclage pour un montant de 13 M\$ et à l'UGT emballage industriel pour 3 M\$.
- L'écart d'acquisition de 36 M\$ du secteur des papiers tissu est affecté à toutes les UGT de ce secteur.
- Les droits d'eau de 7 M\$ sont affectés aux UGT de Reno de Medici.

Annuellement, la Société doit effectuer un test de baisse de valeur pour tous ses écarts d'acquisition, sauf si les trois conditions suivantes sont remplies :

- les actifs et les passifs composant l'unité n'ont pas changé de façon significative depuis le dernier calcul de la valeur recouvrable;
- le dernier calcul de la valeur recouvrable a donné lieu à un montant qui a dépassé la valeur comptable de l'unité par une marge substantielle; et
- sur la base de l'analyse des événements qui se sont produits et des circonstances qui ont changé depuis le plus récent calcul de la valeur recouvrable, la probabilité qu'une détermination de la valeur recouvrable actuelle soit inférieure à la valeur comptable actuelle de l'unité est faible.

Les trois conditions ont été remplies pour tous les écarts d'acquisition à l'exception de celui des papiers tissu. Par conséquent, la Société a procédé à un test de baisse de valeur sur les écarts d'acquisition des papiers tissu. À la suite du test, la Société a conclu que la valeur recouvrable de l'UGT était de 305 M\$ supérieure à la valeur comptable. Aucune baisse de valeur n'a donc été nécessaire. Toute chose étant égale par ailleurs, une hausse du taux d'actualisation de 3 % réduirait l'excédent de 305 M\$ à néant.

La Société a appliqué la méthode du revenu pour évaluer la juste valeur diminuée des coûts de vente et a utilisé les hypothèses clé suivantes (niveau 2) :

	PAPIERS TISSU
Taux d'actualisation	9,75 %
Taux de change année terminale (\$ CAN/\$ US)	1,25 \$
Expéditions année terminale	673 000 t.c.

C. FRAIS (GAIN) DE RESTRUCTURATION

Les frais (le gain) de restructuration se détaillent comme suit :

(en million de dollars canadiens)	2017	2016
Carton-caisse	2	(1)
Carton plat Europe	1	2
Produits spécialisés	—	1
Papiers tissu	2	7
Activités corporatives	1	—
	6	9

2017

Le secteur de l'emballage carton-caisse a annoncé la fermeture prochaine de son usine d'emballage située dans la ville de New York et a enregistré des frais de restructuration de 2 M\$ pour des indemnités de départ.

Le secteur de carton plat Europe a enregistré des frais de restructuration de 1 M\$ à la suite de la réorganisation de ses activités de vente.

Le secteur des papiers tissu a enregistré des frais de restructuration de 2 M\$ sur la réévaluation de provisions à la suite du transfert des activités de transformation de Toronto, annoncé en 2016, à d'autres sites du secteur des papiers tissu.

Les activités corporatives ont enregistré des frais de restructuration de 1 M\$ à la suite de la fermeture d'une entité de ventes.

2016

Le secteur de l'emballage carton-caisse a enregistré un gain de 1 M\$ sur le renversement d'une provision sur un contrat déficitaire à la suite de la restructuration, en 2012, de ses activités de transformation en Ontario.

Le secteur de carton plat Europe a enregistré des frais de restructuration de 2 M\$ à la suite de la réorganisation de ses activités avec le transfert de l'usine de carton plat vierge de La Rochette, en France, à notre filiale Reno de Medici.

Le secteur des produits spécialisés a enregistré des frais de restructuration de 1 M\$ à la suite de la fermeture de son usine de pâte désencrée située à Auburn, dans l'État du Maine.

Le secteur des papiers tissu a enregistré une provision de 3 M\$ sur un contrat déficitaire à la suite de la fermeture de son usine de transformation de Toronto. Ce secteur a enregistré des provisions pour indemnités de départ de 4 M\$ à la suite du transfert des activités de transformation de Toronto à d'autres sites du secteur des papiers tissu.

NOTE 25

RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES

A. LA VARIATION DES ÉLÉMENTS HORS CAISSE DU FONDS DE ROULEMENT SE DÉTAILLE DE LA FAÇON SUIVANTE :

(en millions de dollars canadiens)	2017	2016
Comptes débiteurs	31	(6)
Impôts débiteurs	—	(1)
Stocks	(46)	(2)
Comptes créditeurs et charges à payer	(71)	66
Impôts créditeurs	(1)	(1)
	(87)	56

B. FRAIS DE FINANCEMENT ET INTÉRÊTS SUR AVANTAGES DU PERSONNEL

(en millions de dollars canadiens)	2017	2016
Intérêts sur la dette à long terme	89	83
Revenus d'intérêts	(3)	(1)
Amortissement des frais financiers	3	3
Autres intérêts et frais bancaires	3	3
Intérêts sur avantages du personnel	5	5
	97	93

C. TOTAL DES PASSIFS DES ACTIVITÉS DE FINANCEMENT

(en millions de dollars canadiens)	TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE	EMPRUNTS ET AVANCES BANCAIRES	DETTE À LONG TERME	DETTE NETTE
Au 1^{er} janvier 2016	(60)	37	1 744	1 721
Flux de trésorerie				
Variation nette de la trésorerie et équivalents de trésorerie	(5)	—	—	(5)
Emprunts et avances bancaires	—	(8)	—	(8)
Évolution des crédits bancaires rotatifs	—	—	(146)	(146)
Augmentation des autres dettes à long terme	—	—	40	40
Versements sur les autres dettes à long terme	—	—	(47)	(47)
Variations non monétaires				
Gain de change sur la dette à long terme et sur les instruments financiers	—	—	(35)	(35)
Acquisitions en vertu de contrats de location-financement	—	—	18	18
Amortissement des frais de financement	—	—	2	2
Autres	—	—	3	3
Écarts de conversion	3	(1)	(13)	(11)
Au 31 décembre 2016	(62)	28	1 566	1 532
Flux de trésorerie				
Variation nette de la trésorerie et équivalents de trésorerie	(25)	—	—	(25)
Emprunts et avances bancaires	—	8	—	8
Évolution des crédits bancaires rotatifs	—	—	114	114
Rachat de billets subordonnés non garantis	—	—	(257)	(257)
Augmentation des autres dettes à long terme	—	—	11	11
Versements sur les autres dettes à long terme	—	—	(47)	(47)
Variations non monétaires				
Regroupement d'entreprises	—	—	257	257
Gain de change sur la dette à long terme et sur les instruments financiers	—	—	(62)	(62)
Acquisitions en vertu de contrats de location-financement	—	—	11	11
Amortissement des frais de financement	—	—	2	2
Radiation des frais de financement à la suite du rachat de billets subordonnés non garantis	—	—	3	3
Autres	—	—	(1)	(1)
Écarts de conversion	(2)	(1)	(21)	(24)
Au 31 décembre 2017	(89)	35	1 576	1 522

NOTE 26

INSTRUMENTS FINANCIERS

26.1 JUSTE VALEUR DES INSTRUMENTS FINANCIERS

Le classement des instruments financiers aux 31 décembre 2017 et 2016, ainsi que leur valeur comptable et leur juste valeur respectives, se présentent comme suit :

		2017		2016	
(en millions de dollars canadiens)	NOTE	VALEUR COMPTABLE	JUSTE VALEUR	VALEUR COMPTABLE	JUSTE VALEUR
Actifs financiers à la juste valeur par le biais du résultat net					
Dérivés	26.4	27	27	10	10
Actifs financiers disponibles à la vente					
Autres investissements		1	1	2	2
Passifs financiers à la juste valeur par le biais du résultat net					
Dérivés	26.4	(4)	(4)	(31)	(31)
Autres passifs financiers au coût amorti					
Dette à long terme		(1 576)	(1 626)	(1 566)	(1 612)
Dérivés désignés comme éléments de couverture					
Actifs d'instruments financiers dérivés		4	4	2	2
Passifs d'instruments financiers dérivés		(33)	(33)	(8)	(8)

26.2 DÉTERMINATION DE LA JUSTE VALEUR DES INSTRUMENTS FINANCIERS

La juste valeur d'un instrument financier correspond au montant de la contrepartie dont conviendraient des parties compétentes agissant en toute liberté dans des conditions de pleine concurrence.

- La juste valeur de la trésorerie et équivalents de trésorerie, des comptes débiteurs, des billets à recevoir, des emprunts et avances bancaires, des comptes créditeurs et charges à payer et des provisions se rapproche de la valeur comptable en raison de l'échéance relativement courte de ces éléments.
- La juste valeur du placement en actions est basée sur des données observables sur le marché et représente le placement de la Société dans Junex inc. qui est cotée à la Bourse de Toronto.
- La juste valeur des dettes à long terme est établie en fonction de données observables sur le marché et du calcul des flux de trésorerie actualisés. Les taux d'actualisation ont été établis en utilisant les taux de rendement des obligations gouvernementales locales ajustés d'une marge pour tenir compte des risques spécifiques à chacun des emprunts ainsi que des conditions du marché du crédit.

26.3 HIÉRARCHIE DES ACTIFS ET DES PASSIFS FINANCIERS ÉVALUÉS À LA JUSTE VALEUR

Le tableau suivant présente des renseignements sur les actifs et passifs financiers de la Société évalués à la juste valeur sur une base récurrente aux 31 décembre 2017 et 2016 et indique la hiérarchie de nos techniques d'évaluation pour déterminer les justes valeurs. Trois niveaux d'évaluation peuvent être utilisés pour mesurer la juste valeur :

- Niveau 1 - Consiste en une évaluation fondée sur des prix cotés sur un marché actif pour des actifs et passifs identiques.
- Niveau 2 - Consiste en une évaluation fondée sur des données observables autres que les prix cotés sur des marchés actifs pour des actifs ou passifs identiques, sur des prix cotés sur des marchés inactifs pour des actifs et passifs identiques ou sur d'autres données observables ou qui peuvent être corroborées par des données observables sur des marchés pour la quasi-totalité du terme des actifs ou des passifs.
- Niveau 3 - Consiste en une évaluation fondée sur des données qui ne sont généralement pas observables et qui reflètent les estimations de la direction quant aux hypothèses que les participants au marché utiliseraient pour évaluer l'actif ou le passif.

	2017			
(en millions de dollars canadiens)	VALEUR COMPTABLE	PRIX COTÉS SUR DES MARCHÉS ACTIFS POUR DES ACTIFS IDENTIQUES (NIVEAU 1)	DONNÉES SIGNIFICATIVES OBSERVABLES (NIVEAU 2)	DONNÉES SIGNIFICATIVES NON OBSERVABLES (NIVEAU 3)
Actifs financiers				
Autres investissements	1	1	—	—
Actifs financiers dérivés	31	—	31	—
	32	1	31	—
Passifs financiers				
Passifs financiers dérivés	(37)	—	(37)	—
	(37)	—	(37)	—

(en millions de dollars canadiens)	VALEUR COMPTABLE	PRIX COTÉS SUR DES MARCHÉS ACTIFS POUR DES ACTIFS IDENTIQUES (NIVEAU 1)	DONNÉES SIGNIFICATIVES OBSERVABLES (NIVEAU 2)	DONNÉES SIGNIFICATIVES NON OBSERVABLES (NIVEAU 3)
Actifs financiers				
Autres investissements	2	1	1	—
Actifs financiers dérivés	12	—	12	—
	14	1	13	—
Passifs financiers				
Passifs financiers dérivés	(39)	—	(39)	—
	(39)	—	(39)	—

26.4 GESTION DES RISQUES FINANCIERS

Dans le cours normal de ses affaires, la Société est exposée à divers risques financiers : le risque de marché (y compris le risque de change, le risque de taux d'intérêt [juste valeur et flux de trésorerie] et le risque de prix), le risque de crédit et le risque de liquidité. Le programme de gestion globale des risques de la Société met l'accent sur le caractère imprévisible du marché des capitaux et vise à réduire au minimum les effets négatifs de ce marché sur son rendement financier. La Société utilise des instruments financiers dérivés pour couvrir certains risques.

La gestion des risques est assurée par un service de trésorerie centralisé et par le comité de direction agissant conformément à des politiques approuvées par le conseil d'administration. Ils repèrent, évaluent et couvrent les risques financiers en étroite collaboration avec les unités d'affaires. Le conseil d'administration fournit les lignes directrices de la gestion globale des risques touchant des aspects précis, notamment le risque de change, le risque de taux d'intérêt, le risque de crédit, l'utilisation d'instruments financiers dérivés et non dérivés et l'investissement des liquidités excédentaires.

Sommaire

2017

(en millions de dollars canadiens)		ACTIFS			PASSIFS		
RISQUE	NOTE	COURT TERME	LONG TERME	TOTAL	COURT TERME	LONG TERME	TOTAL
Risque de change	26.4 A) (i)	5	1	6	(10)	(15)	(25)
Risque de prix	26.4 A) (ii)	4	21	25	(7)	(1)	(8)
Risque de taux d'intérêt	26.4 A) (iii)	—	—	—	(2)	(2)	(4)
		9	22	31	(19)	(18)	(37)

2016

(en millions de dollars canadiens)		ACTIFS			PASSIFS		
RISQUE	NOTE	COURT TERME	LONG TERME	TOTAL	COURT TERME	LONG TERME	TOTAL
Risque de change	26.4 A) (i)	2	—	2	(20)	(13)	(33)
Risque de prix	26.4 A) (ii)	1	9	10	(3)	(3)	(6)
		3	9	12	(23)	(16)	(39)

A. RISQUE DE MARCHÉ

(i) Risque de change

La Société exerce ses activités à l'échelle internationale et est ainsi exposée au risque de change par ses exportations de biens fabriqués au Canada, aux États-Unis, en France, en Italie et en Allemagne. Le risque de change découle de transactions commerciales futures, de la constatation d'actifs et de passifs et de participations dans des entités étrangères. Ces risques sont partiellement compensés par ses achats et par le service de la dette.

La Société gère le risque de change en concluant différents contrats de change et en souscrivant des options sur devises liées aux ventes anticipées, aux achats, aux charges d'intérêts et au remboursement de la dette à long terme. La direction a mis en œuvre une politique de gestion des risques de devises à l'égard de sa monnaie fonctionnelle. La politique de gestion des risques consiste à couvrir de 25 % à 90 % des flux de trésorerie prévus dans chaque monnaie étrangère majeure pour les 12 prochains mois et de couvrir de 0 % à 75 % pour les 24 mois suivants. La Société peut désigner ces contrats de change à titre de couvertures de flux de trésorerie futurs anticipés des ventes, des achats, des frais d'intérêts et du remboursement de la dette à long terme libellée en devises étrangères. Les gains ou les pertes résultant de ces instruments financiers dérivés désignés comme couvertures sont comptabilisés dans le « Cumul des autres éléments du résultat global » déduction faite des impôts y afférents et sont reclassés dans les résultats à titre d'ajustement des ventes, du coût des ventes, des frais d'intérêts ou de la variation de change sur la dette à long terme dans la même période où l'élément couvert en question influe sur les résultats.

En 2017, environ 23 % des ventes provenant des activités canadiennes ont été faites aux États-Unis et 13 % des ventes provenant des activités françaises et italiennes ont été réalisées dans des pays ayant une monnaie autre que l'euro.

Le tableau ci-dessous résume les engagements de la Société à acheter et à vendre des devises aux 31 décembre 2017 et 2016 :

2017				
	TAUX DE CHANGE	ÉCHÉANCE	MONTANT NOMINAL (EN MILLIONS)	JUSTE VALEUR (EN MILLIONS DE DOLLARS CANADIENS)
Remboursement de la dette à long terme				
Dérivés à la juste valeur par le biais du résultat net et classés dans la Perte (gain) de change sur la dette à long terme:				
Contrats à terme sur devises pour acheter (\$ US contre \$ CAN)	1,06	Janvier 2020	50\$ US	9
Options sur devises vendues pour vendre (\$ US contre \$ CAN)	1,15	Janvier 2020	100\$ US	(11)
Options sur devises vendues pour acheter (\$ US contre \$ CAN)	1,0225	Janvier 2020	200\$ US	(1)
Swap inter-devises (\$ US contre \$ CAN)	1,33	Juillet 2023	102\$ US	(12)
				(15)
Couverture d'investissement net				
Swap inter-devises (\$ CAN contre €)	1,4263	Décembre 2018	95 €	(6)
Ventes anticipées				
Dérivés à la juste valeur par le biais du résultat net et classés dans les Pertes sur instruments financiers dérivés :				
Contrats à terme sur devises pour acheter (\$ US contre \$ CAN)	1,3260	De 0 à 12 mois	10\$ US	1
Contrats à terme sur devises pour acheter (\$ US contre \$ CAN)	1,3260	De 13 à 24 mois	5\$ US	—
Options sur devises pour vendre (\$ US contre \$ CAN)	1,3171	De 0 à 12 mois	48 à 70 \$ US	2
Options sur devises pour vendre (\$ US contre \$ CAN)	1,3214	De 13 à 36 mois	43 à 80 \$ US	—
				3
				(18)

En 2017, la Société a compensé 9 M\$ d'actifs financiers dérivés et 11 M\$ de passifs financiers dérivés car nous avons l'intention de régler les instruments financiers dérivés sur une base nette avec une tierce partie. Au cours de l'année, la Société a également payé un montant de 12 M\$ relativement au règlement d'une partie de ses instruments financiers dérivés de 2017 en lien avec le paiement de la dette à long terme.

2016				
	TAUX DE CHANGE	ÉCHÉANCE	MONTANT NOMINAL (EN MILLIONS)	JUSTE VALEUR (EN MILLIONS DE DOLLARS CANADIENS)
Remboursement de la dette à long terme				
Dérivés à la juste valeur par le biais du résultat net et classés dans la Perte (gain) de change sur la dette à long terme:				
Contrats à terme sur devises pour acheter (\$ US contre \$ CAN)	1,06	Janvier 2020	50 \$ US	13
Options sur devises vendues pour vendre (\$ US contre \$ CAN)	1,15	Décembre 2017	75 \$ US	(14)
Options sur devises vendues pour vendre (\$ US contre \$ CAN)	1,15	Janvier 2020	100 \$ US	(19)
Options sur devises vendues pour acheter (\$ US contre \$ CAN)	1,0225	Janvier 2020	200 \$ US	(2)
Swap inter-devises (\$ US contre \$ CAN)	1,329	Juillet 2023	102 \$ US	(2)
				(24)
Couverture d'investissement net				
Swap inter-devises (\$ CAN contre €)	1,4263	Décembre 2018	95 €	1
Ventes anticipées				
Dérivés à la juste valeur par le biais du résultat net et classés dans les Pertes sur instruments financiers dérivés :				
Contrats à terme sur devises pour acheter (\$ US contre \$ CAN)	1,3543	De 0 à 12 mois	20 \$ US	—
Options sur devises pour vendre (\$ US contre \$ CAN)	1,2709 à 1,2962	De 0 à 12 mois	48 à 92 \$ US	(6)
Options sur devises pour vendre (\$ US contre \$ CAN)	1,3042 à 1,3461	De 13 à 24 mois	15 à 40 \$ US	(2)
				(8)
				(31)

En 2016, la Société a compensé 12 M\$ d'actifs financiers dérivés et 19 M\$ de passifs financiers dérivés car elle a l'intention de régler les instruments financiers dérivés sur une base nette avec une tierce partie. Au cours de l'année, la Société a également encaissé un montant de 3 M\$ relativement au règlement d'une partie de ses instruments financiers dérivés de 2017 en lien avec le paiement de la dette à long terme.

La juste valeur des contrats de change à terme et des options sur devises est déterminée en utilisant une technique généralement acceptée, à savoir la valeur actualisée de la différence entre la valeur du contrat à l'échéance calculée en utilisant le taux de change au contrat et le taux de change auquel l'institution financière renégocierait le contrat aux mêmes conditions en date du bilan consolidé. Les taux d'actualisation sont ajustés en fonction du risque de crédit de la Société ou de la tierce partie, le cas échéant. Au moment de déterminer des ajustements du risque de crédit, la Société tient compte des accords de compensation, le cas échéant.

En 2017, si le dollar canadien s'était apprécié de 0,01 \$ par rapport au dollar américain en moyenne pour l'année et si toutes les autres variables avaient été constantes, le bénéfice d'exploitation avant amortissement pour l'exercice aurait été inférieur d'environ 3 M\$, basé sur l'exposition nette des ventes américaines moins les achats américains de la Société provenant des unités d'exploitation canadiennes et le bénéfice d'exploitation avant amortissement des unités américaines de la Société, mais en excluant l'incidence de ce changement sur les éléments classés comme fonds de roulement. Les charges d'intérêts auraient été relativement stables.

En 2017, si le dollar canadien s'était apprécié de 0,02 \$ par rapport à l'euro et si toutes les autres variables avaient été constantes, le bénéfice d'exploitation avant amortissement pour l'année aurait été approximativement inférieur de 1 M\$ à la suite de la conversion en dollars canadiens des activités européennes de la Société.

RISQUE DE CHANGE SUR LA CONVERSION DES FILIALES ÉTRANGÈRES AUTONOMES

La Société détient certains placements dans ses activités à l'étranger dont les actifs nets sont exposés au risque de change. La Société peut désigner une partie de sa dette à long terme libellée en devises étrangères comme une couverture de l'investissement net dans les filiales étrangères. Les gains ou les pertes résultant de la conversion en dollars canadiens de la dette à long terme libellée en devises étrangères et désignée comme couverture d'investissements nets sont comptabilisés dans le « Cumul des autres éléments du résultat global », déduction faite des impôts y afférents.

Le tableau ci-dessous montre l'effet sur les capitaux propres consolidés d'un changement de 10 % de la valeur du dollar canadien comparativement au dollar américain et à l'euro aux 31 décembre 2017 et 2016. Ce calcul inclut l'effet de la couverture de change de l'investissement net dans des entités étrangères des États-Unis et ne tient pas compte d'aucune modification autre que la variation du taux de change.

Les expositions utilisées dans les calculs sont les capitaux propres des actionnaires libellés en devises étrangères et le niveau de couverture aux 31 décembre 2017 et 2016, les instruments de couverture étant la dette à long terme libellée en dollars américains.

Capitaux propres consolidés : Effet d'un mouvement de change de 10 % avant impôts :

(en millions de dollars canadiens)	2017			2016		
	AVANT COUVERTURES	COUVERTURES	IMPACT NET	AVANT COUVERTURES	COUVERTURES	IMPACT NET
Variation de 10 % du taux de change \$ CAN/\$ US	75	75	—	107	73	34
Variation de 10 % du taux de change \$ CAN/euro	16	14	2	13	13	—

(ii) Risque de prix

La Société est exposée au risque de prix des marchandises, du vieux carton ondulé, de l'électricité et du gaz naturel. La Société peut utiliser des contrats sur marchandises pour gérer ses coûts de production. La Société désigne ces dérivés comme couvertures de flux de trésorerie sur les achats prévus de matières premières, de gaz naturel et d'électricité. Les gains et les pertes résultant de ces instruments financiers dérivés désignés comme couvertures sont imputés au « Cumul des autres éléments du résultat global », déduction faite des impôts y afférents, et sont reclassés dans les résultats à titre d'ajustement du « Coût des produits vendus » au même moment où l'élément couvert influe sur les résultats.

La juste valeur de ces contrats s'établit comme suit :

2017			
	QUANTITÉ	ÉCHÉANCE	JUSTE VALEUR (EN MILLIONS DE DOLLARS CANADIENS)
Achats anticipés			
Dérivés désignés pour fins de transaction et reclassés dans le « Coût des produits vendus »			
Électricité	197 100 MWh	De 2018 à 2019	(1)
Dérivés désignés comme éléments de couverture de flux de trésorerie et reclassés dans le « Coût des produits vendus » pour la portion efficace			
Gaz naturel :			
Portefeuille canadien	3 095 029 GJ	De 2018 à 2022	(5)
Portefeuille américain	4 847 660 mmBtu	De 2018 à 2023	(1)
			(7)

2016			
	QUANTITÉ	ÉCHÉANCE	JUSTE VALEUR (EN MILLIONS DE DOLLARS CANADIENS)
Achats anticipés			
Dérivés désignés pour fins de transaction et reclassés dans le « Coût des produits vendus »			
Électricité	109 500 MWh	De 2017 à 2018	(1)
Dérivés désignés comme éléments de couverture de flux de trésorerie et reclassés dans le « Coût des produits vendus » pour la portion efficace			
Gaz naturel :			
Portefeuille canadien	4 658 660 GJ	De 2017 à 2021	(4)
Portefeuille américain	4 722 800 mmBtu	De 2017 à 2021	(1)
			(6)

En 2013, la Société a conclu un contrat d'achat de vapeur. L'accord comprend un dérivé incorporé dont la juste valeur est de 8 M\$ au 31 décembre 2017 (2016 — 10 M\$). Greenpac a également conclu un contrat d'achat de vapeur qui comprend un dérivé incorporé dont la juste valeur est de 16 M\$ au 31 décembre 2017.

La juste valeur des instruments financiers dérivés autres que les options est établie selon une méthode d'actualisation des flux de trésorerie futurs anticipés. Les flux de trésorerie futurs anticipés sont déterminés par référence aux prix ou taux à terme en vigueur à la date d'évaluation de l'indice financier sous-jacent (taux de change ou d'intérêt ou prix d'une matière première) selon les termes contractuels de l'instrument. Les flux de trésorerie futurs anticipés sont actualisés à un taux d'intérêt représentatif de l'échéance de chaque flux et du risque de crédit de la partie au contrat pour qui il représente un passif (sous réserve de l'application des clauses pertinentes de support de crédit). La juste valeur des instruments financiers dérivés représentant des options est établie en utilisant des méthodes similaires tenant compte de l'impact de la volatilité potentielle de l'indice financier sous-jacent à l'option sur les flux de trésorerie futurs anticipés.

Le tableau ci-dessous montre l'effet des changements dans le prix du vieux carton ondulé, de l'électricité et du gaz naturel aux 31 décembre 2017 et 2016. Le calcul inclut l'effet de la couverture des prix de ces produits de base et suppose que, pour chaque variation de prix, toutes les autres variables demeurent constantes.

Les expositions aux risques utilisées dans le calcul sont la consommation et le niveau de couverture des instruments financiers aux 31 décembre 2017 et 2016. Les instruments de couverture utilisés sont des contrats dérivés sur marchandises.

Consommation consolidée de marchandises : Effet des variations de prix avant impôts :

(en millions de dollars canadiens ¹)	2017			2016		
	AVANT COUVERTURES	COUVERTURES	IMPACT NET	AVANT COUVERTURES	COUVERTURES	IMPACT NET
15 \$ US/t.c. de variation dans le prix du papier recyclé	29	—	29	32	—	32
30 \$ US/t.c. de variation dans le prix de la pâte commerciale	6	—	6	6	—	6
1 \$ US/mmBTU de variation dans le prix du gaz naturel	10	5	5	12	6	6
1 \$ US/MWh de variation dans le prix de l'électricité	2	—	2	2	—	2

¹ L'analyse de sensibilité est calculée avec un taux de change de 1,26 \$ CAN/\$ US pour 2017 et de 1,33 \$ CAN/\$ US pour 2016.

(iii) Risque de taux d'intérêt

La Société ne possède pas d'actif important portant intérêt.

Le risque de taux d'intérêt auquel est exposée la Société découle de ses emprunts à long terme. Les emprunts à taux d'intérêt variable exposent la Société au risque de variation des flux de trésorerie. Les emprunts à taux fixe exposent la Société au risque de variation de la juste valeur.

La Société analyse au besoin son exposition au risque de taux d'intérêt. Des scénarios qui prennent en compte le refinancement, le renouvellement des positions existantes, d'autres sources de financement et la couverture sont élaborés. D'après le résultat de ces scénarios, la Société calcule l'incidence sur le bénéfice d'une variation définie des taux d'intérêt. Pour chaque simulation, la même variation est utilisée pour toutes les devises. Les scénarios sont appliqués seulement aux passifs qui représentent les principales positions portant intérêt. Au 31 décembre 2017, environ 29 % (9 % en 2016) de la dette à long terme de la Société portait intérêt à taux variable.

Sur la base de la dette à long terme au 31 décembre 2017, l'impact sur la charge d'intérêts d'un changement de 1 % du taux serait d'environ 5 M\$ (impact sur le bénéfice net d'environ 4 M\$).

La Société détient des swaps de taux d'intérêt par l'intermédiaire de RDM et de Greenpac. Les swaps de RDM fixent le taux d'intérêt sur un montant nominal de 32 M€ et viennent à échéance entre 2020 et 2023. Les swaps de Greenpac fixent le taux d'intérêt sur un montant nominal de 81 M\$ US et viennent à échéance en 2020. Certains de ces swaps ont un montant nominal décroissant pour correspondre au niveau d'endettement prévu. La juste valeur de ces swaps est de 3 M\$ au 31 décembre 2017 (31 décembre 2016 — nulle).

(iv) Gain sur instruments financiers dérivés est le suivant :

(en millions de dollars canadiens)	2017	2016
Gain non réalisé sur instruments financiers dérivés	(8)	(18)
Perte réalisée sur instruments financiers dérivés	2	12
	(6)	(6)

B. RISQUE DE CRÉDIT

Le risque de crédit découle de la trésorerie et des équivalents de trésorerie, des instruments financiers dérivés et des dépôts auprès de banques et d'institutions financières. La Société réduit ce risque en faisant affaire avec des institutions solvables.

La Société est exposée au risque de crédit relatif aux créances à recevoir de ses clients. Afin de réduire ce risque, la politique de crédit de la Société comprend l'analyse de la position financière de ses clients et un examen régulier de leurs limites de crédit. De plus, la Société croit qu'il n'y a pas de concentration du risque de crédit grâce à la diversité géographique de ses clients et aux procédures mises en place par la direction pour gérer les risques commerciaux. Les instruments financiers dérivés comportent un élément de risque de crédit dans l'éventualité du non-respect des obligations de la contrepartie.

Les comptes débiteurs sont initialement comptabilisés à la juste valeur et sont ensuite évalués au coût amorti en utilisant la méthode de l'intérêt effectif, déduction faite d'une provision pour créances douteuses. Une provision pour créances douteuses est établie lorsqu'il y a une indication objective que la Société ne sera pas en mesure de recouvrer tous les montants dus d'après les modalités initiales. Des difficultés financières importantes du débiteur, la possibilité de faillite ou de restructuration financière et un défaut de paiement constituent des facteurs indiquant que les comptes clients ont subi une dépréciation. Le solde de chaque compte client est évalué séparément pour déterminer s'il y a eu dépréciation. Le montant de la provision pour créances douteuses représente l'écart entre la valeur comptable de l'actif et la valeur actualisée des flux de trésorerie estimatifs. La valeur comptable de l'actif est réduite par l'intermédiaire d'un compte de provision, et le montant de la perte est constaté dans l'état des résultats consolidés au poste « Frais de vente et d'administration ». Lorsqu'un compte client est irrécouvrable, il est radié du poste « Provision pour créances douteuses ». Le recouvrement de montants qui avaient été radiés est porté au crédit du poste « Frais de vente et d'administration » dans l'état des résultats consolidés.

Les prêts et les billets à recevoir résultant de cessions d'entreprises sont comptabilisés à la juste valeur. Il n'y a pas de solde en défaut de paiement au 31 décembre 2017.

C. RISQUE DE LIQUIDITÉ

Le risque de liquidité représente le risque que la Société éprouve des difficultés à honorer ses engagements lorsqu'ils viennent à échéance. Les tableaux qui suivent présentent les échéances contractuelles des passifs financiers aux 31 décembre 2017 et 2016 :

2017						
(en millions de dollars canadiens)	VALEUR COMPTABLE	FLUX DE TRÉSORERIE CONTRACTUELS	MOINS D'UN AN	ENTRE UN AN ET DEUX ANS	ENTRE DEUX ET CINQ ANS	PLUS DE CINQ ANS
Passifs financiers non dérivés						
Emprunts et avances bancaires	35	35	35	—	—	—
Comptes fournisseurs et charges à payer	638	638	638	—	—	—
Crédit bancaire rotatif	195	218	7	6	205	—
Billets subordonnés non garantis	1 004	1 284	56	56	906	266
Autres emprunts de filiales	66	77	16	13	31	17
Autres emprunts sans recours contre la Société	321	329	44	41	230	14
Passifs d'instruments financiers dérivés	37	37	19	2	4	12
	2 296	2 618	815	118	1 376	309

2016						
(en millions de dollars canadiens)	VALEUR COMPTABLE	FLUX DE TRÉSORERIE CONTRACTUELS	MOINS D'UN AN	ENTRE UN AN ET DEUX ANS	ENTRE DEUX ET CINQ ANS	PLUS DE CINQ ANS
Passifs financiers non dérivés						
Emprunts et avances bancaires	28	28	28	—	—	—
Comptes fournisseurs et charges à payer	661	661	661	—	—	—
Crédit bancaire rotatif	90	95	2	2	91	—
Billets subordonnés non garantis	1 324	1 735	74	74	464	1 123
Autres emprunts de filiales	62	71	14	13	25	19
Autres emprunts sans recours contre la Société	105	110	28	24	44	14
Passifs d'instruments financiers dérivés	39	39	23	5	9	2
	2 309	2 739	830	118	633	1 158

Au 31 décembre 2017, la Société disposait de facilités de crédit non utilisées de 651 M\$ (768 M\$ au 31 décembre 2016), déduction faite des lettres de crédit de 24 M\$ (26 M\$ au 31 décembre 2016).

D. AUTRE RISQUE

AFFACTURAGE DE COMPTES DÉBITEURS

La Société vend des comptes débiteurs de l'une de ses filiales européennes par l'entremise d'un contrat d'affacturage avec une institution financière. La Société utilise l'affacturage de comptes débiteurs comme source de financement en réduisant ses besoins de fonds de roulement. Lorsque les comptes débiteurs sont cédés, la Société les retire du bilan, comptabilise le montant reçu en contrepartie de la cession et enregistre une perte sur affacturage incluse dans les « Frais de financement ». Au 31 décembre 2017, l'impact hors bilan d'affacturage des comptes débiteurs s'établissait à 39 M\$ (26 M€). La Société prévoit vendre ses comptes débiteurs sur une base continue. Si elle décidait de mettre fin à ce contrat, le fonds de roulement et l'endettement bancaire augmenteraient.

NOTE 27

ENGAGEMENTS

a. La Société loue des bâtiments, des véhicules, du matériel et d'autres éléments en vertu de contrats de location-exploitation non résiliables. Les paiements minimaux futurs sont les suivants :

(en millions de dollars canadiens)	2017	2016
Moins d'un an	28	23
Plus d'un an mais moins de cinq ans	37	33
Plus de cinq ans	5	9

b. Engagements en capital et en matières premières

Les dépenses en capital et en matières premières contractées à la fin de la période, mais non engagées, sont les suivantes :

(en millions de dollars canadiens)	2017		2016		
	IMMOBILISATIONS CORPORELLES	ACTIFS INCORPORELS	IMMOBILISATIONS CORPORELLES	ACTIFS INCORPORELS	MATIÈRES PREMIÈRES
Moins d'un an	51	8	36	2	73
Plus d'un an mais moins de cinq ans	—	14	—	3	258
Plus de cinq ans	—	—	—	1	—
	51	22	36	6	331

c. En 2017, la Société a conclu un contrat de location pour la construction de sa nouvelle usine de transformation de carton-caisse dans le New Jersey. Le bâtiment est actuellement en construction par le bailleur et le bail débutera à la livraison du bâtiment en 2018 pour une période de 20 ans. Le bail sera comptabilisé comme un contrat de location-financement et le total des paiements sera de 96 M\$ pour la durée du bail.

NOTE 28

OPÉRATIONS ENTRE PARTIES LIÉES

La Société a conclu les opérations suivantes avec des parties liées :

(en millions de dollars canadiens)	COENTREPRISES	ASSOCIÉES
2017		
Ventes aux parties liées	183	85
Achats auprès des parties liées	16	90
2016		
Ventes aux parties liées	155	89
Achats auprès des parties liées	13	168

Ces opérations ont lieu dans le cours normal des activités et sont mesurées à la juste valeur.

Les soldes suivants étaient en cours à la fin de la période considérée :

(en millions de dollars canadiens)	31 décembre 2017	31 décembre 2016
Débiteurs provenant des parties liées :		
Coentreprises	13	18
Entreprises associées	22	21
Créditeurs envers les parties liées :		
Coentreprises	3	2
Entreprises associées	4	42

Les comptes débiteurs provenant des parties liées résultent principalement de transactions de vente. Les comptes débiteurs ne sont pas garantis en nature et ne portent pas intérêt. Il n'y a pas de provision contre les comptes débiteurs provenant des parties liées. Les comptes créditeurs envers les parties liées résultent principalement de transactions d'achat. Les comptes créditeurs ne portent pas intérêt.

NOTE 29

ÉVÉNEMENTS POSTÉRIEURS À LA DATE DE CLÔTURE

Le 1^{er} janvier 2018, la Société a acquis PAC Service S.p.A., un transformateur de carton pour l'emballage, l'édition, les produits de beauté et l'alimentation et sera consolidée intégralement. La Société détenait déjà une participation de 33,33 % dans le capital-actions par l'entremise de sa participation de 57,8 % dans Reno de Medici S.p.A., dans le secteur de carton plat Europe. La contrepartie pour l'acquisition des 66,67 % d'actions restantes consiste en un montant en espèces de 10 M€ (15 M\$) et a mis en dépôt le 19 décembre 2017. En raison du délai limité entre l'acquisition de PAC Service S.p.A et la publication des états financiers consolidés audités de la Société, certains éléments requis pour la divulgation des acquisitions d'actifs n'ont pas été fournis, en particulier la répartition préliminaire du prix d'achat. La Société évalue actuellement la juste valeur des actifs acquis et des passifs pris en charge et publiera la répartition préliminaire du prix d'achat dans ses états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités du premier trimestre de 2018.

Le 31 janvier 2018, la Société a conclu la vente du bâtiment et du terrain de son usine de Maspeth, dans l'État de New York, pour 72 M\$ US (90 M\$), duquel 68 M\$ US (85 M\$) a été reçu à la clôture de la transaction et 4 M\$ US (5 M\$) est détenu en fidéicommiss. Cette somme sera libérée si certaines conditions sont remplies au cours des trois prochaines années. La Société va continuer à utiliser ce site jusqu'au 31 décembre 2018, date à laquelle l'usine est prévue fermer. La valeur comptable de 13 M\$ du bâtiment et du terrain de l'usine est classée au poste « Actifs détenus en vue de la vente » au bilan consolidé. La production sera graduellement transférée à d'autres unités de Cascades au cours de l'année.